

**Pierre Bertinotti, Grand Maître
et président du Conseil de l'Ordre
du Grand Orient de France**

« Ce que l'on croyait acquis fait face au retour des obscurantismes et des populismes »

En visite à Maurice,
Pierre Bertinotti,
Grand Maître et président
du Conseil de l'Ordre du
Grand Orient de France,
a accordé un entretien à
Bizweek vendredi. Dans un
contexte marqué par les
tensions géopolitiques,
la montée des
populismes et le retour
des obscurantismes,
il défend les valeurs
humanistes,
le dialogue et
la liberté de
conscience.

« C'est aussi la vocation des
politiques de permettre à
chacun de se réaliser et de
choisir librement son destin. »

« Cette volonté d'imposer la
loi du plus fort, ça ne marche
pas, même pour la première
puissance économique et
militaire du monde. »

« Je suis intimement
convaincu que la société
a besoin de ces valeurs
humanistes et universalistes. »

« Monsieur Musk a une vision
du monde qui n'a aucun point
commun avec la nôtre. »



Global Payments

Take full control with SWIFT GPI Tracker.

Your cross-border payments monitored in autonomous, real-time tracking for more efficiency.

- **Full Visibility:** Instant updates on payment status
- **Enhanced Control:** End-to-end and clear payment tracking
- **Prompt Accessibility:** Smooth access to SWIFT advices

Log in to **MCB Internet Banking Pro** to access this new feature and stay in command. Always.





PIERRE BERTINOTTI, Grand Maître et président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France

« Ce que l'on croyait acquis fait face au retour des obscurantismes et des populismes »

- « C'est aussi la vocation des politiques de permettre à chacun de se réaliser et de choisir librement son destin. »
- « Cette volonté d'imposer la loi du plus fort, ça ne marche pas, même pour la première puissance économique et militaire du monde. »
- « Je suis intimement convaincu que la société a besoin de ces valeurs humanistes et universalistes. »
- « Monsieur Musk a une vision du monde et elle n'a aucun point commun avec la nôtre. »

En visite à Maurice, Pierre Bertinotti, Grand Maître et président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, a accordé un entretien à Bizweek vendredi, à l'occasion de son déplacement dans l'île. Dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques, la montée des populismes et le retour des obscurantismes, il livre une réflexion sur les défis auxquels sont confrontées les démocraties contemporaines. Défenseur des valeurs humanistes et universalistes, il plaide pour une société fondée sur le dialogue, la liberté de conscience et la recherche permanente de la vérité. Convaincu que les progrès sociaux et sociétaux ne peuvent jamais être considérés comme définitivement acquis, il appelle à redonner du sens à l'action publique, à accepter la controverse et à privilégier la diplomatie face aux rapports de force.

RUDY VEERAMUNDAR

CONT'D ON PAGE 4

Maurice, ancienne Isle de France, a conservé un lien maçonnique étroit avec le Grand Orient de France (GODF), obédience fondée au XVIII^e siècle. La plus ancienne loge maçonnique de Maurice, La Triple Espérance, n'a pas cessé de travailler depuis sa création en 1778. Qu'est-ce qu'explique ce lien et cette longévité ?

Alors effectivement, comme vous l'avez souligné, la maçonnerie du Grand Orient de France est présente à Maurice depuis près de 250 ans. Elle est presque aussi âgée que le Grand Orient lui-même, qui a 300 ans. Il faut croire que les valeurs du Grand Orient de France s'appliquent à la société mauricienne, parce que cette loge, La Triple Espérance, a une particularité. Elle est d'activité ininterrompue depuis 250 ans. D'autres loges ont une plus grande ancienneté, dont une qui a 280 ans, mais elle s'est arrêtée quelques années, puis elle a repris.

Donc, je pense que les valeurs humanistes et universalistes de la franc-maçonnerie s'appliquent tout particulièrement à la société mauricienne, qui est composée de communautés aux histoires et aux religions différentes, et la franc-maçonnerie, elle, a vocation, selon notre formule, à rassembler ce qui ne l'était pas.

Au XVIII^e siècle, Maurice était une colonie française, avec de grands gouverneurs comme Mahé de La Bourdonnais. Y a-t-il un lien direct entre la maçonnerie, le GODF, et le bâtisseur de Port-Louis ?

Je ne sais pas s'il y a un lien direct, mais ce qui est sûr, c'est que la franc-maçonnerie, lorsqu'elle s'est implantée dans les territoires en dehors de la France, c'était en liaison avec les marins et les militaires qui venaient, soit pour des raisons commerciales ou pour des raisons de conquête, s'implanter sur ces territoires.

“
Nous croyons profondément en la capacité de l'homme à choisir librement son destin.”

Et effectivement, beaucoup de nos loges à l'extérieur du territoire national sont en liaison avec cette histoire de la France qui quitte l'Hexagone, la métropole et qui va aux Antilles, à La Réunion, où nous avons 20 loges, et ici à Maurice, où nous avons 8 loges. C'est énorme, 8 loges à Maurice. Nous avons 1 400 loges dans l'ensemble du Grand Orient de France. Sur ces 1 400, il y en a 108 à l'étranger et Maurice représente 8 de ces 108. On voit l'importance de la maçonnerie mauricienne dans la maçonnerie du Grand Orient de France et pour les raisons historiques que nous indiquons, oui, il y a un lien, ne serait-ce que physique. Ce sont bien les premiers qui se sont implantés sur ce territoire, qui avaient déjà une connaissance, voire pratiqué la franc-maçonnerie, et qui se sont rassemblés ici pour la pratiquer.

Quelle est l'importance de votre passage à Maurice durant votre mandat en tant que Grand Maître et Président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient ?



C'est très important que le Grand Maître du Grand Orient de France se déplace à Maurice parce qu'on est à 11 heures d'avion de Paris et nos frères, nos sœurs de Maurice peuvent parfois se sentir un peu oubliés, abandonnés. Ce qui est intéressant aussi dans cette visite que je fais en tant que Grand Maître du Grand Orient de France, c'est que je suis accompagné du Grand Secrétaire aux Affaires Intérieures, qui a en charge les 1 400 loges.

Bien qu'on ne soit pas sur le territoire national, c'est le Grand Secrétaire aux Affaires Intérieures qui s'occupe des loges à Paris, à Strasbourg, à Marseille ou ici à Maurice. C'est le même responsable qui est présent. La présence de cette délégation et du Grand Maître, c'est pour affirmer que nos loges sont toutes sur un pied d'égalité, quelle que soit la distance qui les sépare du siège social qui est à Paris.

Vous êtes là depuis le XVIII^e siècle. Qu'en est-il de la franc-maçonnerie dans le monde moderne ?

D'abord un point d'histoire. Il y a la franc-maçonnerie anglo-saxonne, qui a des caractéristiques différentes des nôtres. La franc-maçonnerie anglo-saxonne est directement liée à la religion, au sens où lorsqu'on devient franc-maçon, on prête serment sur l'évangile. Deuxièmement, la franc-maçonnerie anglo-saxonne considère qu'elle ne fait pas de politique au sens où elle considère que la franc-maçonnerie, c'est d'abord une expérience personnelle. C'est un travail que le franc-maçon fait sur lui-même et il n'y a pas de prise de position politique.

Le Grand Orient de France se situe dans une autre perspective, comme je le dis, humaniste et universaliste. Par rapport aux religions, depuis 1877, notre Assemblée Générale, notre Convention, a supprimé toute référence déiste dans nos textes. Nous n'avons pas besoin de prêter serment sur l'évangile lorsqu'on devient franc-maçon. Nous considérons que la religion relève de la sphère privée et que, quand on est en maçonnerie, nous pouvons être croyants ou non-croyants. Sur nos colonnes, dans nos temples, nous avons toutes les religions représentées et aussi des athées, des non-croyants.

Deuxièmement, sur l'aspect politique, effectivement, nous ne sommes pas un parti politique, nous ne sommes pas un syndicat, nous

ne sommes pas des partisans, nous ne sommes pas des militants. Nous sommes des initiés. Nous sommes porteurs de valeurs humanistes, universalistes, et nous souhaitons voir ces valeurs appliquées dans la société. Et si on veut voir ces valeurs appliquées dans la société, il faut faire de la politique, bien entendu. Sauf que nous faisons de la politique au sens de l'organisation de la Cité. Nous ne faisons pas de la politique partisane. On n'est pas pour ou contre un parti politique, contre telle ou telle personnalité politique. Nous voulons la promotion de nos valeurs, l'application de nos principes, et en particulier un principe très important, celui de la liberté absolue de conscience. Nous croyons profondément en la capacité de l'homme à choisir librement son destin.

Par ailleurs, depuis une quinzaine d'années, le Grand Orient initie des femmes. Donc, vous voyez que là, ce sont des différences tout à fait respectables, mais ce sont des différences fondamentales qu'il faut davantage porter à la connaissance du public.

“
Le dialogue, c'est la condition sine qua non de la démocratie.”

Il y a quand même deux grandes écoles et nous défendons ce qu'on appelle la franc-maçonnerie libérale et adogmatique. Libérale, non pas au sens économique du terme, mais au sens politique et de la liberté individuelle, la liberté publique, et adogmatique, c'est-à-dire que nous considérons qu'aucun dogme, à commencer par les dogmes religieux, ne doit s'imposer à nous. Nous sommes libres de choisir ce que nous voulons comme destin.

Et en particulier, comme je le disais sur la religion, si vous voulez être croyant, il n'y a aucun souci pour être croyant et franc-maçon. Mais vos croyances, religieuses en particulier, ne s'imposent pas aux francs-maçons. C'est ce qui nous différencie fondamentalement de la franc-maçonnerie anglo-saxonne.

Et ce côté politique, notamment, c'est la spécificité même du Grand Orient de France. Je vois qu'ici, à Maurice, il y a d'autres obédiences comme nous, libérales et adogmatiques. Je pense à la Grande Loge de France, mais la Grande Loge de France dit que « nous, nous ne faisons pas de politique ».

Chacun de nos frères est libre de s'exprimer politiquement. Mais nous, en tant qu'obédience, on ne s'exprime pas. Parce que nous, au Grand Orient de France, nous avons un slogan : Changer l'homme pour changer la société. Changer l'homme, ça ce sont toutes les obédiences maçonniques. C'est un travail sur soi. Mais nous, nous sommes généreux. Nous ne voulons pas garder pour nous ce que nous avons acquis à l'intérieur du Temple. Nous voulons le faire partager par d'autres.

Quand on veut mettre en œuvre l'universalisme, par exemple, il est question d'égalité de chaque être humain avec son voisin. On sait bien que ce n'est pas ça la réalité. La réalité, elle est faite d'inégalité, pas d'égalité. Par contre, les politiques publiques peuvent contribuer à réduire les inégalités et aller



À la fin, ce sont les diplomates qui travaillent et pas les militaires.



vers cet idéal d'égalité. Et donc, toujours pour être très concret, lorsque je rencontre le ministre de l'Éducation en France, une de mes premières questions, c'est « *Monsieur le ministre, que faites-vous pour l'égalité des chances, par exemple ?* ». Je lui fais le lien entre nos valeurs et notre travail à l'intérieur du Temple et notre rôle dans la société.

Notre rôle dans la société, c'est de faire en sorte que les politiques publiques se rapprochent le plus possible de nos valeurs et de nos principes.

Est-ce que, par exemple, l'idée de l'éducation gratuite à Maurice est une de ces idées universalistes ?

En France, ce sont les lois de Jules Ferry de 1881, avec l'école républicaine laïque obligatoire et gratuite. C'est l'enseignement scolaire. Pour nous, ça va jusqu'au baccalauréat. C'est effectivement un enseignement gratuit financé par l'impôt, financé par la collectivité. Et puis c'est vrai que dans l'enseignement supérieur, il peut y avoir, notamment à travers les écoles, des financements privés. Mais c'est sûr que l'accès à la connaissance, c'est un droit fondamental. Et c'est un devoir pour les responsables politiques de favoriser, par tous les moyens, cet accès à la connaissance.

C'est aussi la vocation des politiques de permettre à chacun de se réaliser et de choisir librement son destin. Trop d'hommes et de femmes dans le monde sont contraints, à commencer par la contrainte économique. Il faut que cela ne reste pas que des belles paroles. Et là, en tant que franc-maçon du Grand Orient de France, nous nous engageons dans la Cité. Et d'ailleurs, le soir de notre initiation, on signe un engagement qui dit premièrement de respecter le règlement général du Grand Orient de France, mais qui dit aussi, « *n'oubliez pas de prendre un peu de votre temps pour vous occuper de la collectivité* ». Et s'occuper de la collectivité, ça peut prendre toutes les formes possibles, dans des associations humanitaires, caritatives, être un conseiller municipal, participer à la vie de sa ville, de sa commune, sans dévoiler le statut de franc-maçon, mais en mettant en œuvre concrètement ses valeurs maçonniques.

Et par l'exemplarité, par une diffusion lente, mais réelle, on montre aux autres ce que nos valeurs peuvent apporter à la société. C'est-à-dire que le franc-maçon, il ne faut pas oublier que l'on vient, comme le veut un peu la légende, des bâtisseurs des cathédrales. On vient d'un monde concret. Dans le franc-maçon, il y a maçon. Donc, on construit. On n'est pas des philosophes, même si nous nous nourrissons beaucoup de textes philosophiques, mais nous sommes aussi conscients de la nécessité absolue, pour faire vivre ces valeurs, que nos concitoyens aient la preuve que la mise en œuvre de ces valeurs améliore leur quotidien.

Lorsque les citoyens lambda entendent parler de maçonnerie, il y a cette image de rituels, de symboles et aussi de secrets qui revient. Y a-t-il eu



démystification au fil des années ?

En tous les cas, pour moi, Grand Maître du Grand Orient de France, je résume cela en une seule formule : Nous n'avons rien à cacher. Nous n'avons rien à cacher et je vais le prouver. D'abord, si vous voulez vous informer sur la franc-maçonnerie, on peut trouver sur Internet des reportages, des documents intéressants. Dans nos librairies, on peut trouver des documents faits par des universitaires. Il y a une littérature de qualité qui dit ce qu'est la franc-maçonnerie.

Alors, pourquoi continue-t-on à parler de secret ? D'abord, parce qu'il y a effectivement un secret. Et je vais vous partager ce secret. Vous allez être étonnés. Le secret, c'est vous. Le secret, il réside à l'intérieur de chaque franc-maçon. Parce que ce travail en loge est fait de quoi, au départ ? N'oublions pas que le nouvel initié, pendant deux ans, deux fois par mois, pendant trois heures, vient dans un temple, s'assoit sur une chaise et le seul droit qu'il a, c'est de se taire. Parce que l'assiduité, en plus, est recherchée. Donc c'est obligatoire. D'ailleurs, on appelle ça des tenues obligatoires, des réunions obligatoires. Des réunions où vous venez deux fois par mois, trois heures, pour ne rien dire.

Pendant ce temps de silence, on écoute l'autre, mais il y a beaucoup de discussions avec soi-même. C'est, en fait, une transformation intérieure venant des propos émis, prononcés par l'autre frère dans le temple, qui enrichissent votre réflexion et qui, petit à petit, vous transforment. C'est ce qu'on appelle aussi dans le langage maçonnique la pierre brute qui est polie à chaque tenue, à chaque étape de ce parcours initiatique.

Donc, cette transformation de l'homme que nous travaillons en loge, cette pratique de l'écoute suppose qu'il y a une parole. Et la parole, elle circule librement. Mais pour qu'elle circule librement, qu'est-ce qu'on demande à propos du secret ? De ne pas révéler à l'extérieur ce qui se dit à l'intérieur. C'est la contrepartie de la liberté de circulation de la parole. Deuxième élément du secret : Vous vous engagez à ne pas dévoiler qui est franc-maçon. Vous-même, vous pouvez le faire, si vous l'estimez utile ou nécessaire, mais vous vous engagez à ne pas dévoiler qui est franc maçon. Une fois que j'ai dit ça, le point essentiel, c'est que le seul secret, c'est vous-même. Pour le reste, tout est connu.

Aujourd'hui, à l'heure des réseaux sociaux, les fantasmes sur la franc-maçonnerie sont amplifiés.

Ils ont toujours existé dans l'histoire, mais ils sont amplifiés par les réseaux sociaux. Il faut que nous, nous soyons, dans toute la mesure du possible, ouverts. Alors, c'est vrai que, là aussi, on a une histoire. Le Grand Orient de France, à une certaine époque, a été interdit. Si on prend la période de la Seconde Guerre mondiale, pendant la période de Vichy, la pratique de la maçonnerie était interdite. On a eu des frères qui ont été déportés, qui ont été arrêtés.

Pendant la Révolution française, il y a eu également des moments où la franc-maçonnerie n'a pas pu se pratiquer. Donc, dans certaines professions, on va hésiter à apparaître comme franc-maçon parce qu'un client pourrait dire « *Ah ben, non, moi je ne vais pas dans telle entreprise parce que je sais que son dirigeant est franc-maçon et moi je n'aime pas les francs-maçons* ». Peu importe les raisons.

Ça c'est sur le plan professionnel. Mais il y a aussi



S'ils (Ndlr : des pays) cherchent à imposer à l'autre la loi du plus fort, là ce n'est pas possible. Là, par exemple, ce que font les États-Unis et leur président actuellement, ce n'est tout simplement pas possible.





Pierre Bertinotti, Grand Maître et président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, lors de l'entretien accordé à Bizweek, vendredi dernier, à l'occasion de son passage à Maurice.

le plan politique. Ici, nous sommes à Maurice. On peut faire une conférence publique sur la franc-maçonnerie. Je ne suis pas sûr que ce soit possible dans tous les pays, y compris dans les pays où nous avons des loges. Avant de faire une conférence publique sur la franc-maçonnerie à Dakar, au Sénégal, il y a sûrement quelques précautions à prendre. Donc, je ne vais pas dire qu'il faut que tous les francs-maçons fassent des actions d'extériorisation parce que parfois, les conditions politiques mettent en danger leur propre sécurité.

C'est à chacun de voir comment il peut aller sur ce chemin de l'extériorisation. Pourquoi, fondamentalement, je pense que nous devons assurer la promotion de nos valeurs ? Parce que je suis intimement convaincu que la société actuelle, que ce soit sur le plan national comme sur le plan international, a plus que jamais besoin de ces valeurs humanistes et universalistes. Notre méthode est fondée sur le respect de l'autre, sur l'écoute. On ne cherche pas, lorsqu'on exprime son opinion, à convaincre l'autre de la justesse de son point de vue. On cherche simplement, en exprimant son point de vue, à enrichir sa réflexion. C'est-à-dire que si on respecte l'autre, si on l'écoute, peut-être qu'on va pouvoir dialoguer. Et le dialogue, c'est la condition sine qua non de la démocratie. Si on se place sur le plan international, on sait bien qu'à la fin, ce sont les diplomates qui travaillent et pas les militaires.

Regardez ce qui se passe en Iran. On voit bien que les militaires continuent à parler, mais moins, parce qu'ils travaillent avec les diplomates, les émissaires, peu importe quels sont leurs titres. Ce sont eux qui vont essayer de trouver, finalement, la solution, les moyens de résider en aussi bonne harmonie que possible sur cette Terre, parce qu'on n'en a qu'une pour les bientôt huit milliards d'êtres humains que nous sommes.

Je ne suis pas, ici, Grand Maître du Grand Orient de France, à faire la leçon à quiconque. Je suis dans une position d'égalité. On discute sur le même plan. Mais nous avons, bien sûr, des histoires, des cultures, des identités et des références différentes. Le respect de ces différences, c'est pour rechercher le bien commun, l'intérêt général.

Il y a des conflits et des tensions, mais c'est normal. C'est normal qu'au niveau des pays, chacun exprime son intérêt. Mais par contre, s'ils cherchent à imposer à l'autre la loi du plus fort, ce n'est pas possible. Ce que font les États-Unis et leur

président actuellement, ce n'est tout simplement pas possible. Après deux guerres mondiales dans la première partie du XXe siècle, on débouche sur l'organisation des Nations Unies, c'est-à-dire sur le multilatéralisme. Et aujourd'hui, on ne voudrait pas voir l'action d'un président des États-Unis balayer tout ça. Ce n'est pas possible de remettre en cause le multilatéralisme et les règles qui ont été définies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Et d'ailleurs, comme par hasard, il semblerait que les États-Unis aient quelques difficultés en Iran, et plus particulièrement le président des États-Unis. Quant au dirigeant russe, il semblerait qu'il ait quelques difficultés en Ukraine. Donc, on voit bien que cette volonté d'imposer la loi du plus fort, ça ne marche pas, même pour la première puissance économique et militaire du monde.

Je suis lucide. Je ne suis pas en train de faire de la philosophie, mais gardons nos valeurs humanistes et universalistes comme critère absolu des décisions de politique publique nationale ou internationale que nous prenons et je suis sûr que le monde s'en portera mieux.

Vous savez, notre méthode à nous, elle est progressive. Et comme on dit, on polit la pierre tout au long de sa vie. Le parcours initiatique, c'est jusqu'à son dernier souffle. Nous sommes à la recherche de la vérité. Mais si on est à la recherche, il se peut qu'on ne la trouve jamais ou que si on la trouve, demain, une autre situation se présentera et il y aura une autre vérité.



L'intelligence artificielle est peut-être un outil qui va nous permettre de franchir une étape dans la construction d'un autre monde.

Mais attention, ce n'est pas le relativisme. Non. C'est en fonction du contexte, du respect de l'autre, des cultures différentes, des identités religieuses différentes, et de comment j'appuie mes valeurs. Et notre conviction profonde, ce que nous voulons voir mis en œuvre, c'est vraiment pour la planète, pour l'humanité.

Nous avons connu une pandémie, suivie, peu après, de la guerre en Europe. Et récemment, il y a eu les conflits au Moyen-Orient. Pensez-vous que nous sommes arrivés à un point où nous avons besoin d'une renaissance ?

Les femmes choisissent librement leur destin, à commencer par la maternité. Regardez le nombre de pays qui rendent difficile, par exemple, l'application de l'interruption volontaire de cette procédure. Je vois en France, à l'occasion d'un fait divers horrible, la remise en cause de l'abolition de la peine de mort. Ce que l'on croyait acquis en matière de progrès social, de progrès sociétal, doit faire face aujourd'hui à la résurgence des obscurantismes, des populismes.

Depuis 10 ans ou 20 ans, les courants réactionnaires reprennent du poil de la bête. Soyons clairs : Nous sommes dans un combat culturel, au niveau des idées, de la conception du monde, de la conception des relations entre les individus et de l'altérité. Les visions de l'humanité ne sont pas les mêmes, alors qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'étaient plutôt des courants progressistes.

Monsieur Musk a une vision du monde et elle n'a aucun point commun avec la nôtre.

Monsieur Musk veut justement bâtir un monde au-delà de notre planète...

Exactement. Allons jusque-là. On est dans une forme de délire. Vous me parliez d'une renaissance...

Oui, d'une renaissance, dans la mesure où nous avons connu cette période de régression pendant la période du Moyen-Âge, et il nous a fallu une renaissance pour justement diriger l'homme vers un monde progressiste.

Oui.

Est-ce que nous sommes, quelque part, arrivés à un point similaire ?

Votre image me plaît bien, parce que moi, ce que je dis, c'est qu'il faut revenir aux fondamentaux. Ce qu'on croyait acquis ne l'est pas tant que ça.

Il ne faut pas, d'une manière un peu vulgaire, jeter le bébé avec l'eau du bain. Ce n'est pas parce qu'il y a des difficultés dans la mise en œuvre de ces idées, voire des phases de régression, que les idées philosophiques doivent être jetées aux orties. Vous, vous allez plus loin. Vous parlez d'une forme de renaissance, donc d'une projection vers d'autres choses.

Cette technologie de l'intelligence artificielle générative qui inquiète certains et enthousiasme d'autres, je pense que c'est peut-être un outil qui va nous permettre de franchir une étape. Une étape dans la construction d'un autre monde. Là encore, pour que cet outil soit au service de l'homme, il faut bien, à chaque fois qu'il va y avoir un développement de l'intelligence artificielle, s'assurer que l'humain en garde le contrôle.

Ce matin même, j'évoquais cette question avec le Président de la République (Ndlr : le Président de la République de Maurice, auquel le Grand Maître a rendu visite vendredi matin) à propos de la dernière encyclique du pape, Magnifica Humanitas (Magnifique Humanité), qui traite de l'intelligence artificielle.

Justement, il y a aussi l'inquiétude du pape.

L'inquiétude du pape porte sur ce qu'un mauvais usage de l'intelligence artificielle pourrait donner pour la manipulation des esprits.

Comme je l'ai dit au Président de la République de Maurice, pour une bonne partie du constat fait, je suis d'accord. Vous pourriez être étonné, lui ai-je dit, Monsieur le Président, de voir le Grand Maître du Grand Orient de France être d'accord avec le pape. Mais nous sommes d'accord sur l'idée que l'homme va garder la maîtrise de son destin.

L'homme a dompté l'imprimerie. Est-ce que l'intelligence artificielle est une révolution qui aura plus d'importance que l'invention de l'imprimerie ? L'imprimerie, c'était une révolution absolument extraordinaire. On a aussi fini par maîtriser l'atome. Même s'il y a eu Nagasaki et Hiroshima, on maîtrise l'atome.

La différence avec le pape est fondamentale. Pourquoi le pape dit que l'homme gardera la maîtrise ? C'est parce qu'il est une créature divine et que Dieu aura donné à l'homme la force de dominer cette nouvelle technologie.

Et là, si j'avais le talent du pape, je ferais moi aussi une encyclique où je dirais la même chose. Mais, ce ne sera pas Dieu. On n'a pas besoin de Dieu. L'homme lui-même, en faisant appel à la raison et avec ses valeurs humanistes et universalistes, peut dominer cette technologie et finalement construire une humanité qui n'a pas besoin de faire référence à un être supérieur, qui n'a pas besoin de faire référence à Dieu. En tant que phénomène global où on se construit, chacun d'entre nous, croire en une force supérieure, ce n'est pas ça le sujet.

Philosophiquement, nous croyons fondamentalement que nous allons pouvoir dominer l'intelligence artificielle à partir de nous-mêmes. C'est toujours la même chose. Est-ce qu'on est capable de choisir librement notre destin ? Est-ce que les conditions sont là pour que chacun soit libre ?

Il faut accepter la controverse, il faut accepter le dialogue, il faut accepter la remise en cause, il faut pratiquer le doute. Oui, il faut pratiquer le doute, mais pas le doute pour dire peut-être



que oui, peut-être que non. Non, mais plutôt le doute pour construire une décision qui ne va pas nécessairement entraîner l'accord de chacun, qui trouvera toujours quelque chose à redire sur la décision, mais qui acceptera la décision parce qu'elle aura été construite, parce qu'elle aura été partagée, parce qu'elle aura été argumentée, en référence à un projet humaniste et universaliste. Et si vous donnez du sens à la décision, même ceux qui grognent finissent par l'accepter. Mais il faut donner du sens.

Et il faut aussi agir, évidemment, dans un esprit de justice et pourquoi pas de fraternité.

Dernière question. Qui est Pierre Bertinotti dans la vie profane ?

Dans la vie profane, moi j'ai été défini comme d'abord un enfant du brassage. Un enfant du brassage puisque évidemment mon nom est à consonance italienne et donc mes grands-parents ont émigré de l'Italie du Nord en Lorraine. Et puis du côté maternel, ce sont des origines lorraines qui remontent jusqu'au Rhin. Donc moi-même, je suis profondément européen.

En plus, je suis un enfant de la République parce que je suis toujours allé à l'école publique. J'ai eu la chance d'avoir un parcours universitaire qui m'a permis de faire une très belle carrière au service de l'État puisque j'ai été fonctionnaire au ministère des Finances.

Et surtout, dans ma vie professionnelle – et

c'est au moins aussi important que mon travail de fonctionnaire au ministère des Finances – j'ai toujours voulu avoir quelques heures d'enseignement et donc de transmettre. Je le fais encore aujourd'hui. Sur le plan associatif, quand je suis devenu franc-maçon autour de l'âge de 50 ans, ce n'était que la suite de ce travail de fonctionnaire au service de l'intérêt général, et d'enseignant au service de la jeunesse et de la transmission. J'ai trouvé dans la maçonnerie, finalement, une association où ces valeurs-là étaient parfaitement alignées.



Il faut accepter la controverse, il faut accepter le dialogue, il faut accepter la remise en cause, il faut pratiquer le doute.



Panel Discussion on Smart City living

A good location is no longer enough

Creating thriving communities is no longer simply about constructing buildings. It is about designing places where people of all ages can live, work, learn and thrive together. That was the central message that emerged from a high-level panel discussion organised by Medine Property in partnership with the Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) at Cascavelle Mall on 9 July. Held under the theme "Smart City Living: Building an Intergenerational Ecosystem in the West," the event brought together business leaders, policymakers and legal experts to examine how smart cities can contribute to Mauritius' economic competitiveness, sustainability and quality of life.



Far from focusing solely on buildings or digital technology, the panel discussion on Smart City Living: Building an Intergenerational Ecosystem in the West highlighted a broader vision: creating integrated communities that combine education, healthcare, employment, leisure, sustainability and investment opportunities within a single ecosystem.

Opening the event organised by Medine Property and the MCCI on 9 July at Cascavelle Mall, Heba Capdevila Jangeerkhan, Group CEO of Medine Group, stressed that creating an intergenerational ecosystem extends well beyond urban planning.

"The topic is relevant not only for cities and neighbourhoods but also for businesses," she said, noting that one of today's greatest challenges is enabling different generations to work together effectively in the workplace while creating communities that cater to their diverse needs.

The CEO further explained that the Group's ambition is to transform the West into a destination where people can live, work and play throughout every stage of life.

"Our vision goes far beyond real estate. Living in an area is not just about the building in which we live. It is about how people experience their environment, their sense of safety and security, the proximity of schools, healthcare, leisure facilities and employment opportunities. Creating that complete ecosystem is what we are committed to in the West," she explained.

SMART CITIES AS ECONOMIC ENABLERS

Moderated by Johanne Hague, Director at PRISM Chambers, who invited panellists to consider how smart cities could address broader societal challenges including ageing populations, traffic congestion, environmental degradation and

changing demographic trends, the discussion shifted to the national perspective with the intervention of Sachin Mohabeer, Deputy Chief Executive Officer of the Economic Development Board (EDB).

The latter traced the origins of the Smart City Scheme, explaining that Medine had already developed a master plan for the western region as early as 2005, well before the necessary legislative framework existed.

"The Smart City Scheme was introduced to facilitate developments based on coherent master plans. It provides the framework needed to implement projects of this scale," Sachin Mohabeer explained.

According to him, smart cities contribute to three major national objectives. The first is improving Mauritius' competitiveness and productivity by supporting both traditional and emerging sectors of the

economy. He explained that traditional industries such as agriculture, tourism and financial services can modernise through smart infrastructure and technology-driven solutions. At the same time, smart cities create fertile ground for emerging sectors such as education, healthcare, research, financial technology and knowledge-based industries.

The second objective is sustainability. Sachin Mohabeer noted that Smart City Scheme regulations require projects to integrate sustainable practices, including responsible water management, renewable energy generation, wastewater treatment and circular economy principles.

The third objective is focused on improving the quality of life. By combining residential developments with modern infrastructure, educational institutions, healthcare facilities, commercial centres and recreational spaces, smart cities create attractive environments capable of retaining



local talent while attracting foreign professionals and investors.

"We have always seen real estate as an enabler. If Mauritius wants to develop sectors such as financial services, ICT, research and innovation, it needs quality infrastructure capable of attracting businesses and highly skilled professionals", noted Sachin Mohabeer, who added that integrated developments ultimately generate greater private investment and foreign direct investment (FDI), supporting national economic growth.

RETAINING TALENT THROUGH BETTER COMMUNITIES

The third person to intervene was Dr Drishtysingh Ramdenee, Secretary General of the MCCI, who identified two major priorities for Mauritius: attracting investment and retaining talent.

"From an economic perspective, investment remains essential. From a social perspective, we need to retain our people, especially our young people, by creating an environment where they want to live", Dr Ramdenee noted.

He argued that integrated ecosystems such as smart cities help build optimism by combining opportunities for employment, business, education and quality living.

"Our country is small. There needs to be one guiding thread that brings together all these different strategies," stated Dr Ramdenee, who went on to describe Medine's development in the West as a practical example of how economic growth, social cohesion and urban planning can converge around a shared vision.

"The ecosystem gives people confidence that tomorrow will be better, that there is space for business, space for families and space for young people to work, live and play," he concluded.

BUILDING INVESTOR CONFIDENCE

Intervening on the legal framework and governance perspective of smart cities, Gregory Hart De Keating, of Novo Notarius, explained that *"while infrastructure attracts investors, confidence sustains investment. Not so long ago, investment decisions were driven mainly by location and emotion. Today, buyers ask about contracts, governance, warranties and legal protections."*

He believes that smart cities provide reassuring answers to these concerns as most smart city promoters are backed by publicly listed companies, offering transparency, governance and long-term credibility that strengthen investor confidence.

He also highlighted legislative safeguards that protect property buyers, including VIFA contracts, which guarantee project completion even if a developer encounters financial difficulties, as well as compulsory insurance covering latent construction defects.

Beyond legal certainty, Gregory Hart De Keating argued that smart cities offer something equally valuable in immediate access to an established ecosystem. *"When people invest in a smart city such as Medine, they are investing in a future that already exists,"* he said.

He also reflected on the evolution of Mauritius' real estate market, stating that Integrated Resort Scheme (IRS) developments were often perceived as exclusive destinations reserved primarily for foreign buyers.

"By contrast, today's Smart City Scheme promotes greater inclusivity as the smart city model creates an environment where both Mauritians and foreign investors participate in the

same development," he argued.

Asked by the moderator about whether demand for smart city developments remains strong among both local and international buyers, Gregory Hart De Keating expressed confidence in the long-term outlook. *"I have no doubt that demand is there,"* he said, noting that international investors increasingly view Mauritius as a politically stable jurisdiction offering security, quality of life and attractive long-term investment opportunities.

A NEW CAPITAL OF THE WEST

The fifth panellist to intervene was Joel Bruneau, Managing Director of Medine Property, who outlined the company's ambitious roadmap for the western region and highlighted its role in easing the concentration of economic activity around Ebene.

"With Medine's projects in the West, we will not only provide people with more opportunities to live, work and play, but in ten years' time, Cascavelle will become the future capital of the West," he said.

He explained that the development strategy is designed to create balanced economic growth by bringing employment, education, services and residential opportunities closer together, thereby reducing commuting times and relieving traffic congestion.

PEOPLE AT THE HEART OF SMART CITIES

Throughout the discussion, one message resonated aloud: Smart cities are no longer simply urban development projects. They have become strategic platforms for economic transformation.

Speakers consistently emphasised that the success of smart cities should not be measured solely by

modern infrastructure or technological innovation. Rather, their real value lies in creating integrated communities that combine housing, employment, education, healthcare, sustainability and recreation within a coherent long-term vision.

For Medine and its partners, the future of the West is therefore not simply about developing new neighbourhoods. It is about building a place where every generation can belong, contribute and prosper, making the smart city a model for Mauritius' future development.



Today's Smart City Scheme promotes greater inclusivity as the smart city model creates an environment where both Mauritians and foreign investors participate in the same development.





Workshop on “Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets”

Sanjay Bhunjun: “The EDB is not here to talk to you, but to walk with you”

During the workshop on “Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets,” the Chairman of the Economic Development Board, Sanjay Bhunjun, explained that Africa represents the next chapter for Mauritius. Challenges, however, remain when it comes to access to financing, information and networks. Women entrepreneurs, he believes, will be the ones to chart the course of the next economic transformation of the island.

Speaking at the Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets workshop, Sanjay Bhunjun, the Chairman of the Economic Development Board (EDB), quickly set the tone. “Africa is the next chapter of Mauritius,” he started off with, not because it is close or vast, or because of its 1.4 billion people and more than 3 trillion dollars of economic weight. Africa, he argued, is the next chapter because it is young, determined, and growing. He then told the audience that “the question before us is not whether Mauritius will be part of this growth. The question is: Who from Mauritius will lead and benefit from this growth?”

THE SAD REALITY OF WOMEN ENTREPRENEURS

As Sanjay Bhunjun explained, Mauritian women entrepreneurs are everywhere. They have launched businesses in beauty, in technology, in textiles, in food processing, in logistics, in consulting... They hire others. But too often still, there is a negative reaction to women being entrepreneurs. “I see women who have been told, again and again, that business is not for you. That Africa is too difficult. That you are too small,” Sanjay Bhunjun told the audience.



For him, women possess something that statistics have not yet captured, as they are unable to show “that the future of Mauritius will not be built only in boardrooms. It will be built in markets, in workshops, in cross-border trade routes, and in the silent, stubborn decisions of women entrepreneurs who refuse to wait for permission.”

THE QUESTION OF ACCESS

Without ambiguity, the CEO of the EDB singled out access to financing as an enduring challenge for women entrepreneurs. Others include access to information and to networks. He lamented the fact that “the AfCFTA –

this great agreement – is, for most of you, still a document you have heard about but have not yet touched, not yet used, not yet conquered.” He doesn’t see that as a failure, but rather as a yet untapped opportunity. “We have spoken of inclusion. We have written strategies. We have organized workshops. But have we made it easier for you to export? Have we reduced administrative formalities? Have we connected you to a buyer in Nairobi or Accra or Kigali?” he asked. For him, the answer is simple: we have not done enough.

That is why, he said, the workshop on Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African

Markets did not aim to listen to speeches, but to act. “The EDB is not here to talk to you, but to walk with you: through the rules of origin, through customs codes, through trade finance forms, through the messy, tedious, unglamorous work of actually shipping a product from Mauritius to Lagos, to Nairobi, to Casablanca or Abidjan,” he argued.

The EDB, he went on, does not measure success by how many people attend a workshop, but by how many contracts are signed, how many containers are shipped, and how many new bank accounts are opened in foreign currencies.

Sanjay Bhunjun reminded the audience that Mauritius has built industries from nothing, transforming sugar into services, textiles into technology, tourism into real estate. “Now, we are asked to do it again, from ICT to AI and robotics, from health to research, and from education to the knowledge industry,” he explained.

Addressing women entrepreneurs, he said that they will be the ones to lead on this new journey, “not because it is fair. Not because it is fashionable. Not even because it is the right thing to do... although it is. But because you have no other choice. Because the country needs you.”

Workshop on “Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets”

Alka Bhatia: “The AfCFTA will only materialize if businesses know how to access markets”

For Mauritius to take advantage of the AfCFTA, action is needed to enable women entrepreneurs to seize the different ways to penetrate the African market. This is what the UNDP is striving to do, says Alka Bhatia, UNDP Resident Representative for Mauritius and Seychelles, through five pathways encompassing organised sector clusters, digital trade, access to finance, inclusive trade facilitation, and opening the door to real markets.

The AfCFTA, for Alka Bhatia, UNDP Resident Representative for Mauritius and Seychelles, is more than just a trade agreement. It is a platform to connect entrepreneurs to a continental market, build new value chains, and place women-led enterprises at the centre of inclusive growth.

Speaking at the workshop on Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets, she explained that the UNDP is at the forefront of supporting Mauritius in transforming this opportunity into concrete actions.

“Since 2021, this support has included national consultations on the AfCFTA women in trade protocol, contributions to the national strategy and costed action plan for women entrepreneurship development, export readiness training for women entrepreneurs, including in Rodrigues, and, most recently, the export accelerator program with the Mauritius Chamber of Commerce and Industry,” highlighted Alka Bhatia.

Together, these initiatives have supported 80 women-led SMEs from Mauritius to strengthen market readiness, business positioning, and regional connections.

In the same vein, during the two days of the workshop, the participants examined market intelligence, rules of origin, customs procedures, financing and payments, logistics, and export strategies. “The objective is clear:



to move from awareness to action, and because the AfCFTA will only materialize if businesses know how to access markets, comply with trade rules, and build competitive export strategies,” Alka Bhatia explained.

FIVE PATHWAYS TO MAXIMIZE THE OPPORTUNITY

To maximize this opportunity, the UNDP Resident Representative for Mauritius and Seychelles unveiled the five pathways that can accelerate women’s participation in intra-African trade.

First, women-led businesses must be supported to move from isolated export efforts to organised sector clusters. “Some of these areas have already been mentioned: agro-processing, sustainable fashion,

wellness, digital services, creative industries, and niche manufacturing. By pooling standards, logistics, branding and market access, these clusters can achieve the scale needed to enter regional value chains,” she explained.

Next comes digital trade, which must be treated as an equalizer. E-commerce platforms, digital catalogs, secure payments, and data-driven market intelligence can help women entrepreneurs test demand, reach buyers, and manage cross-border transactions at lower cost and lower risk.

THE PROBLEM OF FINANCE

As for access to finance, Alka Bhatia concurred with Sanjay Bhunjun, CEO of the EDB, in affirming that it is often cited as a barrier. “So, finance must be designed around women’s growth journeys. Blended finance, export credit guarantees, insurance, and advisory support can help de-risk expansion, while linking capital to mentorship, certification, and buyer

connections,” she said.

She also explained that Mauritius can become a test bed for inclusive trade facilitation through women-focused export help desks, customs clinics, simplified rules of origin guidance, shared logistics solutions, and partnerships with standard bodies and freight providers.

These partnerships, ultimately, must open doors to real markets. Connections with buyers, distributors, chambers of commerce, diaspora networks, and innovation hubs – as with the SheTrades and AfCFTA business platforms – should be organized around concrete opportunities so that women-led firms move from training to transactions.

Alka Bhatia concluded by reaffirming that the AfCFTA is not a distant continental framework, but a practical pathway to obtain buyers, better finance, stronger logistics, smarter digital tools, and deeper partnerships for women entrepreneurs. As such, its success will be measured not by the agreements alone, but by the businesses that export, the jobs created, and the communities whose livelihoods are improved.

“Thus, this workshop actually marks the start of a more ambitious agenda in which women-led businesses in Mauritius are not only prepared to participate in intra-African trade, but equipped to lead, innovate, and shape regional value chains,” she argued.

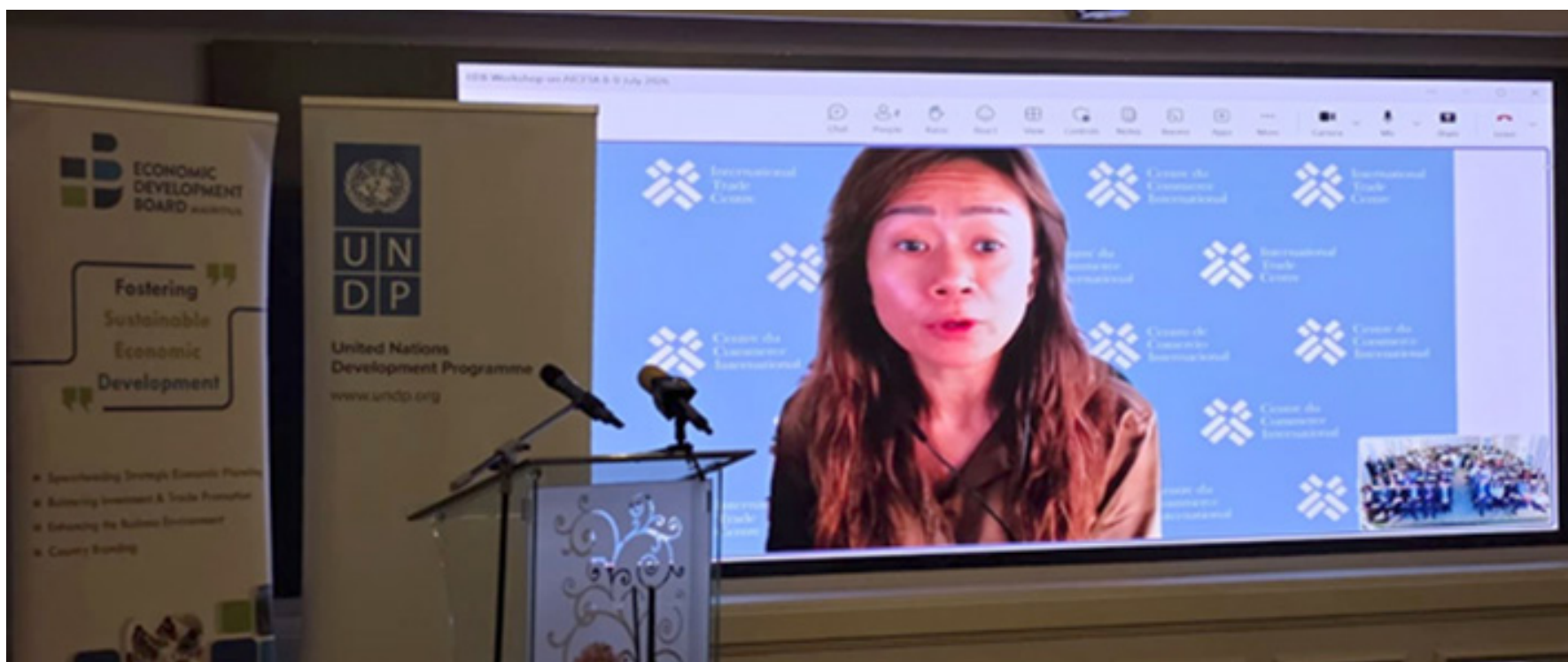
Finance must be designed around women’s growth journeys.



Workshop on “Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets”

Dr Michelle Kristy: “The AfCFTA will be shaped by the businesses that use it first, and use it well”

The knowledge of rules and standards, the ability to create in and source from Africa, the drive to implement the AfCFTA, and the ability to make the most of the networks women now have access to. These are the ingredients for success in African markets identified by Dr. Michelle Kristy, Program Management Officer at the International Trade Centre and Global Lead of the SheTrades Hubs during the workshop on Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets.



The AfCFTA is an effective tool to allow entrepreneurs to improve their products so that they meet the needs of African markets. That is the opinion of Dr. Michelle Kristy, Program Management Officer at the International Trade Centre (ITC) and Global Lead of the SheTrades Hubs. In her address at the Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets held on July 8 and 9, she explained that Mauritius recognised this opportunity as an early signatory of the AfCFTA, which it ratified in 2019.

Mauritius already sells nearly half a billion dollars of goods in Africa every year, most of them being textiles and clothing. However, the most difficult part of the AfCFTA is not deciding to trade across the continent. It is knowing how. “How to comply with rules and standards, prove where your product is made, move it, set its price and get paid,” she explained.

To maintain duty-free trade and to develop it, the product, said Dr. Michelle Kristy, must count as made in Africa. It can be manufactured or substantially transformed in Mauritius, or built from inputs sourced from Africa. “These rules of origin differ depending on the product,

and some are still being developed, but the direction is clear: the more you create and source value on the continent, the more your product qualifies, and the more this value stays in the country,” she added.

THE ROLE OF SHETRADES

The AfCFTA has its own protocol on women and youth in trade, and the ITC helps to implement it. “Through our One Trade Africa programme, we work with the AfCFTA Secretariat to make the agreement usable for small businesses, especially those led by women and youth,” explained Dr. Michelle Kristy.

Negotiations having largely been completed, the task, now, is implementation. “In Eswatini, this meant bringing trade and gender into one conversation. In South Sudan, helping to put the women and youth protocol into practice. What you are doing here in Mauritius is that same work,” she argued.

This work is already visible here. The SheTrades Mauritius Hub, hosted by the Economic Development Board (EDB), was launched in 2023, and more than 360 women-led businesses have since registered, with more than

100 of them working with the hub on export readiness, coaching and courses. Some carry the “Made in Moris” brand, and some have made their first sales in Southern Africa.

The SheTrades network extends far beyond Mauritius. There are 22 SheTrades Hubs worldwide, and in Africa, one in seven AfCFTA countries hosts one. “This is South-South trade that you can use. A contact in Accra, Lagos, Johannesburg or Nairobi can become a partner, a supplier or a buyer. So, use this network, and use it very often,” advocated Dr. Kristy.

FREE ITC TOOLS

The objective of the two-day workshop, as explained by Dr. Michelle Kristy, was for women entrepreneurs to leave with three things. First, a market they did not have before, a tool they will continue to use, and a person from SheTrades with whom they can follow up.

Women entrepreneurs were therefore guided step by step as the workshop answered all the questions that entrepreneurs must ask themselves before entering the African market. A number of free ITC tools – a Trade Map, Market Access Map and Export

Potential Map – were also provided, through which participants had the opportunity to choose three priority markets for their product and test the demand.

That will help women entrepreneurs not only enter new markets, but also shape them, as “the AfCFTA will be shaped by the businesses that use it first, and use it well.”



The more you create and source value on the continent, the more your product qualifies, and the more this value stays in the country.



Workshop on “Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets”

Ritish Ramful: “The AfCFTA is a platform for action”

During his address at the opening of the workshop on Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets, Ritish Ramful, the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, evoked the importance of further opening the African market to SMEs, but above all to Mauritian women entrepreneurs. He also took the opportunity to reiterate the government’s focus on the professional and personal development of Mauritian women.

More than a workshop on Unlocking AfCFTA Opportunities for Women-Led Businesses in African Markets, the event organized by the Economic Development Board (EDB) in partnership with UNDP Mauritius & Seychelles was the declaration of “an intent for Mauritius to strengthen the capacity of its women entrepreneurs to export on the African market.” In the view of Ritish Ramful, the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, the workshop provided a platform to connect, to learn and to build the bridges necessary to transform the promise of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) into tangible success for women-led businesses.

Ritish Ramful explained that since the agreement establishing the AfCFTA entered into force in January 2021, its scope has expanded to include, beyond Goods and Services, Investment, Intellectual Property Rights (IPRs), Competition Policy, Digital Trade, and Women and Youth in Trade. For the minister, the Protocol on Women and Youth in Trade, “which makes the AfCFTA the first trade agreement with an autonomous and binding legal instrument on the issues of women and youth traders, aims at integrating these issues in the implementation of the AfCFTA Agreement.”

A UNIFIED AND PROSPEROUS AFRICA

Ritish Ramful reminded those present at the event that Mauritius is navigating a turbulent era in global trade, where long-standing rules are being challenged. In that context, Africa’s growing youth population is its greatest opportunity, but also its greatest risk. “Without a strategic investment policy and coordinated push toward production, we will continue to be a market for others, rather than becoming a manufacturing force in our own right,” he pointed out.

For him, the AfCFTA imposes itself not only as a trade agreement, but also as the most important instrument of the African continent in order to navigate global changes and chart a new development trajectory. The agreement represents a bold vision for a unified and prosperous Africa, with a market opportunity of USD 3.4 trillion that must absolutely be



Without a strategic investment policy and coordinated push toward production, we will continue to be a market for others, rather than becoming a manufacturing force in our own right.

seized and exploited. For this, it is necessary to put in place a strategy capable of helping Africa retain its value, build resilient supply chains and reduce dependence on exports of raw materials.

REGULATION FOR PREFERENTIAL ACCESS TO THE AFRICAN MARKET

Turning his attention to the opportunities for women, the minister explained that at the continental level, concrete progress is being made so that women and youth play an important role in Africa’s economic growth. Indeed, during the recent meeting of the AfCFTA Council of Ministers held last week, a Ministerial Regulation on Preferential Market Access for Women and Youth in Trade was adopted. This regulation aims to ensure that the benefits of the AfCFTA are inclusive and commercially meaningful for all.

“Last week, we also witnessed the launching of the first HerAfCFTA Regional Conference which was convened by the Republic of Nigeria in collaboration with UNDP. The conference is designed to build globally competitive, trade and investment-ready women-led and youth enterprises at the core of continental trade,” Ritish Ramful added.

A BUDGET FAVOURABLE TO WOMEN

At the national level, the government continues to invest massively to strengthen the role played by SMEs, including those led by women entrepreneurs, in the Mauritian economy. Measures were also announced in the 2026-2027 Budget, which the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade described as “transformative” and “marking a new era for women in

business.”

Among these measures are the Rs 5 million envelope allocated for an incubator dedicated to women under the SME scheme, as well as the setting up of a She-Invents Programme to promote women in research and innovation. The minister explained that beyond capital, the government is focusing on mentorship, networking, skills development and more flexible working arrangements to help women reconcile family life with their professional ambition.

For Ritish Ramful, these policies are not only about fairness, but also about empowerment, and to fully unlock the benefits of the AfCFTA, it is crucial to address the barriers faced by women, including limited access to finance and market information. That is why he believes “the AfCFTA is not only a policy document; it is a platform for action.”

Finally, the minister reiterated the government’s wish to work in close collaboration with the EDB and UNDP to empower and integrate women and youth into export-oriented and high-value sectors such as fintech, textiles and ICT services, among others.

“We recognize the assistance of UNDP in helping us translate policy aspirations into concrete action. We look forward to working together to strengthen our resilience in the face of global uncertainties and to harness the opportunities arising from the AfCFTA,” he concluded.

MCB expands its sustainable finance envelope to Rs 25 billion

MCB is reinforcing its commitment to supporting the transition toward a more resilient, inclusive, and low-carbon economy, marking a new milestone in the expansion of its sustainable financing offering. In addition to providing clients with a wide range of financing products, the banking group has increased its dedicated sustainable finance envelope from Rs 10 billion to Rs 25 billion.



Aldo Sydonie, Head of Mauritian and Regional Corporates at MCB.

This expansion of MCB's dedicated sustainable finance envelope from Rs 10 billion to Rs 25 billion is in line with the Group's ESG strategy and reflects its determination to support clients in their transition journeys, as well as a growing number of projects delivering positive environmental and social impacts.

In recent years, MCB has developed a broad suite of solutions aimed at financing projects that generate measurable benefits for both the environment and society. More than just financial products, these offerings are fully aligned with Success Beyond Numbers, the Group's purpose and a guiding principle in its sustainable development approach. Through this strategy, the bank leverages finance as a positive force to build a more sustainable and inclusive future for its clients and the communities it serves.

The solutions have been designed to meet the needs of various customer segments. These include the Green Loan, aimed at individuals seeking to finance renewable

energy projects or rainwater harvesting systems, and the Lokal is Beautiful Scheme, which targets small and medium-sized enterprises. The Group's portfolio also includes the Sustainable Loan, Green Lease, Sustainability-Linked Loan (SLL), advisory services for the issuance of sustainable bonds – encouraging companies to meet defined ESG targets – and the Sustainable Trade Finance Solution, among others.

Aldo Sydonie, Head of Mauritian and Regional Corporates at MCB, said that "sustainable finance is no longer an option but a necessity. We are seeing growing demand from companies looking to invest in projects that combine economic performance with positive impact. The increase of our envelope from Rs 10 billion to Rs 25 billion reflects our confidence in Mauritius' sustainable growth potential and our commitment to supporting businesses in this transformation journey. Our role is to be a trusted partner, offering both competitive financing solutions and tailored support to address the challenges of tomorrow."

Vanessa Doger de Speville, Group Head of Sustainability, Reputation and Engagement at MCB, added that "we firmly believe that finance can be a powerful force for transformation. By supporting our clients in their transition, we are helping to build a more resilient, inclusive, and sustainable economy. The increase in our sustainable finance envelope reflects this ambition and is fully aligned with our Success Beyond Numbers purpose to create sustainable value for our clients, our communities, and future generations."

A ROBUST FRAMEWORK

To ensure consistency, transparency, and integrity in its sustainable finance activities, MCB implemented a Sustainable Finance Framework in 2024. This framework defines eligibility criteria, evaluation processes, and monitoring mechanisms for sustainable financing provided by the bank. It aligns MCB's financing activities with international best practices and ensures that mobilized funds contribute to projects delivering tangible environmental and social



Vanessa Doger de Speville, Group Head of Sustainability, Reputation and Engagement at MCB.

outcomes.

The Sustainable Finance Framework now forms the cornerstone of the bank's sustainable finance offering, enabling it to effectively support its clients' sustainable development ambitions.

CONSOLIDATED OFFERING

With a now coherent and structured suite of solutions, MCB is further strengthening its corporate offering through a significant increase in the financing envelope dedicated to sustainable finance solutions. These include the Sustainable Loan, Sustainable Trade Finance, Sustainable Supply Chain Finance, and labelled sustainable finance instruments such as green bonds and sustainability-linked bonds.

Launched in 2023, the Sustainable Loan offers favourable terms for eligible companies. It features preferential interest rates, a flexible financing structure, repayment periods of up to 15 years, and tailored support from the Group's team of experts.

A wide range of projects qualify for this type of financing, including green buildings, renewable energy, energy efficiency, water and wastewater management, and the circular economy. It also covers climate change mitigation and adaptation initiatives, as well as social projects such as access to healthcare and the preservation of cultural heritage.

TANGIBLE RESULTS

Since the launch of this financing line in 2023, nearly Rs 10 billion has already been disbursed from the allocated envelope. Beyond the financial volumes, the projects supported by MCB have delivered measurable and concrete benefits. Funded initiatives have helped avoid approximately 34,000 tonnes of CO₂ emissions, enabled the installation of 21.1 MW of renewable energy capacity, and supported projects in solar energy, sustainable mobility, circular economy practices, water management and wastewater treatment, energy efficiency, nature-based solutions, and cultural heritage preservation.

Official inauguration

AVA Technopark paves the way for a new MedTech Industry in Mauritius

AVA Technopark was officially inaugurated on Wednesday, July 8, 2026, in Côte d'Or by Navinchandra Ramgoolam, Prime Minister of the Republic of Mauritius. The ceremony was attended by Frédéric Bontems, Ambassador of France to Mauritius, Vincent Lagarde, founder and chairman of AVA, Stéphane Lefèvre, CEO of Natec Medical – the first occupant of AVA Technopark – along with institutional representatives, economic partners, and stakeholders from the industrial and medical sectors.



"Through AVA Technopark, we aim, alongside the private sector, to open a new chapter for Mauritian industry. More than Rs 1 billion has already been invested, 200 skilled and sustainable jobs have been created, and additional buildings will be developed in the coming years. Our ambition is to position Mauritius as a leading hub for the manufacturing of medical devices, following the example of countries such as Ireland and Costa Rica," said Vincent Lagarde.

Developed by AVA within the Côte d'Or Technopole, AVA Technopark marks a national first as Mauritius' first technology park dedicated to the manufacturing of medical devices. The project forms part of a broader ambition to position the country as an international player in high-tech medical device manufacturing.

Spread over a total area of 54,460 m², the park is expected to ultimately host seven production and office buildings, two of which are already completed and operational. Total planned investment for the project stands at €42 million (approximately Rs 2.26 billion). Once fully developed, AVA Technopark could generate up to 4,000 jobs.

A commemorative plaque unveiling marked the highlight of the official ceremony. Guests were also given a guided tour of key areas of the site, including a presentation of the masterplan, a look inside the cleanroom by Natec Medical teams, and a visit to the technical mezzanine.

ANCHORING THE MEDTECH ECOSYSTEM

Natec Medical has been manufacturing medical devices in Mauritius for more than 25 years and currently exports around one million catheters annually to international markets. The first building, AVA 1, houses Natec Medical and includes a 2,500 m² ISO 7 cleanroom. The second building, AVA 2, hosts Xtruline, which specializes in medical tube extrusion and injection moulding of medical components.

"AVA Technopark is, in my view, one of the most advanced industrial facilities ever built in Mauritius. Through its design, technical standards, energy efficiency, and quality of infrastructure, it represents far more than a modern building – it is a true driver of competitiveness," said Stéphane Lefèvre.

Beyond supporting the expansion of MedTech activities, AVA Technopark is designed to host both local and international companies within an integrated environment tailored for high-precision industrial operations. Inspired by leading international models, particularly those in Ireland and the Coyoil Free Zone in Costa Rica, the park aims to replicate a specialized ecosystem in the Indian Ocean for MedTech and healthcare companies seeking to expand into new markets. AVA ultimately aims to contribute to the emergence of a regional hub dedicated to medical technologies and the healthcare industry.

BUILT FOR SUSTAINABLE PERFORMANCE

Designed as a model of sustainable performance, the park features 2,197 solar panels with a total capacity of 1.3 MW, generating approximately 160,000 kWh per month. Combined with a 2.2 MWh battery storage system and fully automated energy management, the infrastructure enables nearly 80% energy autonomy.

Excess energy powers five electric vehicle charging stations and is also

stored as cooling energy in thermal batteries. This system allows for the automatic shutdown of chillers when building needs are met. The site also incorporates water optimization solutions and is aligned with LEED certification standards.

With this inauguration, AVA plans to continue the phased development of the park, strengthening the emergence of a regional MedTech hub while contributing to the growth of a new high-value industrial sector for the Mauritian economy.

AXYS Investment Partners teams up with Janus Henderson to expand its access to global investment strategies in Mauritius and Kenya

AXYS Investment Partners Ltd, the investment management arm of the AXYS Group, and Janus Henderson Investors, an international asset manager specializing in active management, have announced a strategic partnership to provide professional and institutional investors in Mauritius and Kenya with access to a selection of global investment strategies.

The collaboration combines Janus Henderson's international expertise in active management with AXYS' regional presence, in-depth knowledge of local markets, and established relationships with investors. It comes in response to growing demand for greater international diversification, access to specialized expertise, and deeper market analysis.

Under the partnership, AXYS will support the local distribution of a selection of Janus Henderson strategies, enabling investors in both markets to access international investment solutions while benefiting from on-the-ground support.

For AXYS Investment Partners Ltd, the agreement represents a new milestone in the development of its regional investment platform. It strengthens its offering to professional and institutional investors by combining



local advisory services with access to the capabilities of a global asset

manager.

As part of the partnership, investors will gain access – subject to regulatory and compliance requirements – to flagship strategies including the Janus Henderson Horizon Biotechnology Fund and the Janus Henderson Horizon Global Technology Leaders Fund. These strategies are managed by specialized investment teams and are based on a research-driven approach.

"Our ambition is to connect investors in the region with leading international asset managers. By combining our presence in Mauritius and Kenya with Janus Henderson's recognized expertise, we are strengthening our regional investment platform and broadening the range of solutions available to our professional and institutional clients," said Alexander Armstrong, CEO of the AXYS Group.

Cedric Beguier, Head of Investment Strategy at AXYS Investment Partners Ltd, added that *"investors today expect more than simple product access. They are looking for deeper analysis, specialized expertise, and a clear link between global capabilities and local support. Working with Janus Henderson allows us to enhance this value proposition."*

For his part, Meshal AlFaras, Managing Director and Head of Middle East, Africa and Central Asia at Janus Henderson Investors, explained that *"this agreement enables us to make Janus Henderson's expertise more accessible to institutional and professional investors in Mauritius and Kenya. AXYS' strong local presence and client relationships provide an effective platform to support access to a selection of equity strategies grounded in our research-driven approach."*

The partnership will also include an expertise-sharing component. Janus Henderson portfolio managers will engage with AXYS' investment and distribution teams through training sessions, thematic presentations, and regular market updates. Jointly developed investment content will further support client engagement and enhance the quality of dialogue with professional and institutional investors.

The partnership will be officially launched during a roadshow in July, with Mauritius and Kenya as the initial markets. It forms part of AXYS' broader strategy to strengthen its regional investment platform by combining access to international investment capabilities with close, locally delivered support.



Financer la transition durable

ER Group lance son Sustainable Finance Framework

ER Group annonce le lancement de son Sustainable Finance Framework, un cadre qui structure l'ensemble de sa stratégie de financement autour d'engagements de durabilité formalisés, mesurables et vérifiés par des tiers indépendants. Aligné sur les standards internationaux de l'International Capital Market Association (ICMA) et de la Loan Market Association (LMA), et validé par une Second Party Opinion de l'agence de notation de référence mondiale Moody's Ratings, ce cadre positionne ER Group parmi les émetteurs corporate les plus avancés de la région en matière de finance durable.

Pour ER Group, qui emploie près de 13 000 collaborateurs et opère dans 17 territoires, l'adoption du Sustainable Finance Framework (SFF) marque une étape concrète dans la mise en œuvre de sa stratégie de durabilité 2025-2035. Fort d'une première expérience réussie avec l'émission d'un green bond par EnVolt en 2023, ER Group franchit ainsi une nouvelle étape en se dotant d'une politique applicable à l'ensemble de ses activités : des critères d'éligibilité communs à tous ses métiers, une gouvernance dédiée au niveau du Conseil d'Administration, et un reporting annuel sur les résultats obtenus. Le périmètre couvre plus de 90 % des revenus du Groupe.

Pour le Group CEO Gilbert Espitalier-Noël, « chez ER Group, chaque décision

d'investissement est guidée par la même logique : déployer le capital là où il crée le plus de valeur sur le long terme, avec discipline, et en faveur de projets qui renforcent à la fois la résilience du Groupe et le développement de Maurice et de la région. Le Sustainable Finance Framework nous donne un référentiel commun pour appliquer cette discipline aux projets à impact environnemental et social, et pour en rendre compte clairement ».

CE QUE LE SFF PERMET CONCRÈTEMENT

Le cadre repose sur deux mécanismes financiers complémentaires. Le premier, l'Use-of Proceeds, réserve les fonds levés au financement de projets à impact précisément identifiés : énergies renouvelables, immobilier certifié vert, mobilité propre,

gestion durable de l'eau, économie circulaire et restauration de la biodiversité. Il couvre également des projets à dimension sociale : création d'emplois et soutien aux PME, égalité de genre et autonomisation des femmes, et préservation du patrimoine culturel.

Le second, le Sustainability-Linked Bond (SLB), lie les conditions financières des futures émissions à l'atteinte d'objectifs de durabilité mesurables et indépendamment audités. Dans le cadre du SLB, ER Group s'est fixé trois objectifs mesurables à l'échelle de l'ensemble du Groupe à l'horizon 2031 : porter à 40 % la représentation des femmes aux niveaux de management, atteindre 10 % de véhicules électriques dans les ventes de son réseau Axess, et certifier 50 % de sa surface



commerciale locative selon des standards verts reconnus internationalement.

Ces objectifs s'appliqueront à chaque émission future réalisée sous ce mécanisme. La gouvernance du SFF est assurée par le Sustainability and Inclusiveness Committee (SIC), sous-comité du Conseil d'Administration chargé de valider les projets éligibles,

de suivre les objectifs et d'approuver les dépenses liées au cadre à l'échelle du Groupe.

Ce cadre s'appuie également sur la Stratégie Climat & Biodiversité 2025-2035 du Groupe, élaborée en partenariat avec Carbone 4, intégrant les recommandations internationales sur la gestion des risques climatiques et liés à la nature.

Maurice accélère sa transition vers une économie circulaire avec le lancement de CircuHub

La République de Maurice franchit une nouvelle étape dans la mise en œuvre de sa feuille de route nationale pour l'économie circulaire avec l'opérationnalisation d'un projet structurant mis en œuvre par Expertise France. Ce projet, financé par l'Union européenne à hauteur de 3,5 millions d'euros, est conduit en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, ainsi que Business Mauritius. Il s'inscrit dans une démarche ambitieuse visant à accompagner la transition du pays vers un modèle de développement plus durable, inclusif et résilient.

Dans ce cadre, CircuHub soutient et accompagne les acteurs des secteurs de la construction et de la démolition dans la mise en œuvre de solutions innovantes et durables. En proposant des formations spécialisées et un appui technique, CircuHub contribue à l'intégration des principes de l'économie circulaire, à une gestion plus efficiente des ressources et au développement de filières de réemploi, de recyclage et de valorisation des déchets de construction et de démolition.

CircuHub sera également présenté le 14 juillet, à l'occasion du Club des entrepreneurs de l'économie circulaire, qui se tiendra dans les locaux de Business Mauritius. CircuHub est hébergé par Business Mauritius et s'appuie sur un Comité CircuHub composé de représentants du secteur : architectes, ingénieurs, entrepreneurs, promoteurs, PME, universités, autorités publiques (CIA, MSB) et société civile, avec la participation de la Délégation de l'Union européenne et d'un représentant de l'Assemblée régionale de Rodrigues.

GoodMorningHR: Accompagner les professionnels et les PME à l'ère de l'intelligence artificielle

Une PME qui adopte l'intelligence artificielle (IA) sans préparer ses équipes ne gagne pas de temps. Elle achète un problème. C'est le constat de départ de GoodMorningHR Academy, qui propose deux rendez-vous aux dirigeants, RH, managers et entrepreneurs mauriciens pour les aider à mieux aborder cette question souvent épineuse. Le premier, organisé par MOOOVE, en partenariat avec GoodMorningHR Academy, réunira 300 décideurs le 29 juillet, au Caudan Arts Centre, avec une mission claire : démocratiser l'IA par l'acculturation et la transmission.

Alors que l'IA est en train de transformer profondément le monde du travail, de nombreuses entreprises ont en effet du mal à intégrer ces nouvelles technologies de manière effective dans leurs opérations. La solution, selon GoodMorningHR, réside avant tout dans un accompagnement réfléchi des collaborateurs à la maîtrise des différents outils disponibles. L'objectif de ces conférences est justement de préparer au mieux les



professionnels à cette transition incontournable, pour en faire une transformation porteuse de résultats concrets.

La première conférence, intitulée « The AI-Ready Business », se tiendra le 29 juillet. Elle sera suivie, les 9 et 10 septembre, de « Adopting an AI Agility Mindset in Business with Thinking 5.0 », une expérience immersive inédite à Maurice qui invitera les participants à découvrir une nouvelle manière d'apprendre, de réfléchir et d'agir face aux transformations actuelles. Il s'agira d'un atelier dynamique et de haut niveau, axé sur la compréhension des compétences humaines clés

nécessaires pour faire preuve d'agilité face à l'IA dans le monde des affaires, le tout à travers des jeux axés sur l'état d'esprit.

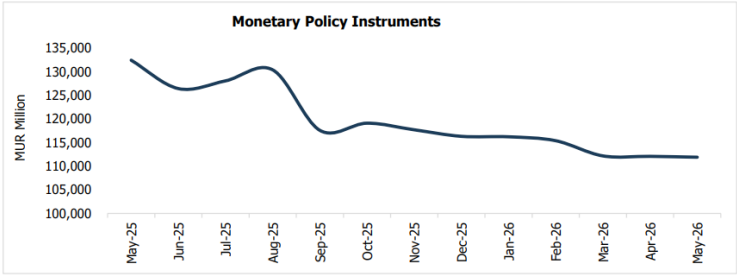
C'est une formule idéale pour les entreprises : les équipes travaillent en groupe pendant ces deux jours, participent à des simulations ludiques, découvrent des stratégies d'agilité liées à l'IA et repartent avec une boîte à outils ainsi qu'un pack spécial incluant un abonnement gratuit pour une expérience pionnière sur la plateforme Thinking 5.0. Le cours est certifié par Continuing Professional Development (CPD) UK.

Debt market sees firm bill demand as reserves rise

The latest Sovereign Debt Market report shows a market still supported by strong demand at short-term government auctions, lower Treasury bill yields compared with last year and a sharp increase in Mauritius’ gross official international reserves. But the report also points to a rising stock of government securities, continued rupee depreciation and softer secondary market activity.

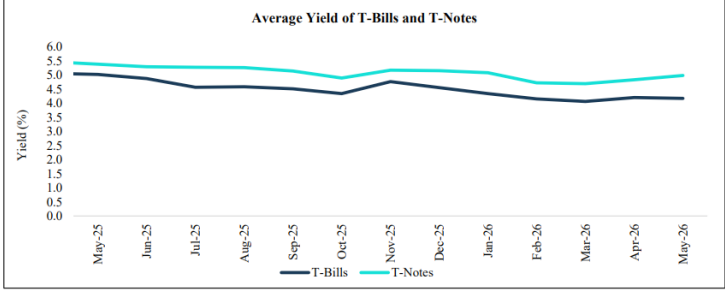
The sovereign debt market opened July with robust demand for Government of Mauritius Treasury bills, broadly stable short-term yields and a larger stock of outstanding government securities, according to CareEdge Africa’s latest update covering the week of 29 June to 3 July 2026. The report, dated 8 July 2026, places outstanding government securities at MUR 522.4 billion, equivalent to USD 11.0 billion, or 65.9 per cent of forecast GDP for 2026. Bank of Mauritius instruments stood at MUR 111.9 billion, or 14.1 per cent of GDP. Total listed debt amounted to MUR 59.8 billion, or 8.0 per cent of GDP, of which MUR 28.2 billion was rated and MUR 31.6 billion unrated. Total rated debt, including both listed and unlisted instruments, reached MUR 94.7 billion, or 12.7 per cent of GDP. The interest rate picture remains more benign than a year earlier. In May 2026, the weighted average yield on Treasury bills stood at 4.17 per cent, compared with 5.02 per cent in May 2025. Treasury notes averaged 4.98 per cent, down from 5.38 per cent a year earlier. The weighted average rupee deposit rate was almost unchanged at 2.52 per cent, while the weighted average rupee lending rate fell to 6.77 per cent from 6.89 per cent. During the week under review, the Bank of Mauritius issued MUR 4.0 billion of 91-day BoM Bills at a weighted average yield of 4.02 per cent. This was higher than the 3.95 per cent recorded at the previous auction on 25 June, although demand softened, with bids received at 123 per cent of the tender amount, compared with 200 per cent previously. The full tender amount was accepted. The Government also tapped the short end of the market. On 2 July, it issued MUR 1.0 billion of 182-day Treasury bills at a weighted average yield of 4.25 per cent, almost unchanged from 4.24 per cent at the previous auction. Demand strengthened sharply, with bids received at 310 per cent of the tender amount, compared with 240 per cent on 25 June. A further MUR 1.5 billion of 364-day Treasury bills was issued at 4.48 per cent, slightly below the 4.49 per cent recorded on 18 June. Bids received for the 364-day paper rose to 267 per cent of the tender amount, from 247 per cent previously. Since the beginning of July, three BoM and GoM bills auctions have raised MUR 6.5 billion, with the aggregate weighted average yield standing at 4.16 per cent per annum. GoM securities issued during the month totalled MUR 2.5 billion, all in Treasury bills, representing 0.48 per cent of outstanding government securities as at 31 May 2026. BoM securities issued during the same period totalled MUR 4.0 billion, equivalent to 3.57 per cent of outstanding BoM securities. The next auction is scheduled for 9 July 2026, when the Government is expected to offer MUR 1.0 billion of 182-day Treasury bills and MUR 1.5 billion of 364-

Outstanding BOM Instruments



• Total outstanding BOM instruments decreased by 0.16%, reaching MUR 111,912 million at the end of May 2026 from MUR 112,094 million at the end of April 2026.

Weighted Average Yields on Treasury Bills



• The weighted average yield on Treasury Bills decreased by 3 basis points to 4.17% in May 2026 from 4.20% in April 2026.

day Treasury bills. The stock of government securities continued to rise. At the end of May 2026, outstanding government securities stood at MUR 522.35 billion, reflecting a monthly increase of 1.21 per cent and year-on-year growth of 11.25 per cent. Based on forecast GDP at market prices of MUR 792.8 billion for 2026, the ratio of outstanding government securities to GDP stood at 65.9 per cent. The structure of the government debt stock remains weighted towards longer maturities. As at 31 May 2026, excluding Treasury Certificates issued to public sector bodies, outstanding GoM securities consisted of 17.3 per cent Treasury bills, 16.5 per cent Treasury notes, 16.4 per cent five-year GoM bonds, 48.7 per cent longer-term GoM bonds and 1.1 per cent Silver Bonds. A month earlier, the distribution was 17.7 per cent Treasury bills, 16.0 per cent Treasury notes, 16.4 per cent five-year GoM bonds, 48.8 per cent longer-term GoM bonds and 1.1 per cent Silver Bonds. Treasury Certificates issued to non-financial public sector bodies amounted to MUR 10.3 billion as at 31 May 2026, representing 2.0 per cent of total outstanding debt. BoM instruments, by contrast, were broadly stable, decreasing by 0.16 per cent to MUR 111.91 billion at the end of May from MUR 112.09 billion at the end of April. The auction yield summary confirms the downward shift in short-term borrowing costs over the past year. The average Treasury bill yield fell from 5.02 per cent in May 2025 to 4.17 per cent in May 2026, while Treasury note yields declined from 5.38 per cent to 4.98 per cent. During the period, Treasury bill yields reached a low of 4.06 per cent in March 2026 before

edging up to 4.20 per cent in April and easing again to 4.17 per cent in May. Five-year GoM bonds yielded 4.99 per cent in May 2026, while the 20-year GoM bond yield stood at 5.91 per cent. Auction demand has remained firm. In May 2026, bids received for Treasury bills stood at 259 per cent of the tender amount, with 100 per cent accepted. Treasury notes attracted bids of 282 per cent, also with full acceptance. Five-year bonds attracted bids of 280 per cent, while 20-year bonds drew bids of 263 per cent, both with full acceptance. The broader table shows sustained oversubscription across several instruments over the past year, particularly for longer maturities when offered. Banking sector liquidity remained comfortable. For the period ended 11 June 2026, average cash balances held by banks stood at MUR 96.70 billion, comprising MUR 69.94 billion in Mauritian rupees and MUR 26.76 billion in foreign currencies. The minimum cash balance requirement was MUR 89.65 billion, based on a deposit base of MUR 996.06 billion. Excess cash holdings stood at MUR 7.05 billion, slightly below the MUR 7.30 billion recorded for the period ended 14 May. Private sector credit continued to expand. Bank financing to non-financial corporations and households rose to MUR 611.54 billion at the end of May 2026, from MUR 607.24 billion at the end of April. At the same time, the weighted average rupee deposit rate decreased from 2.56 per cent in April to 2.52 per cent in May, while the weighted average rupee lending rate fell from 6.81 per cent to 6.77 per cent. The spread between lending and deposit rates remained unchanged at 4.25 percentage points.

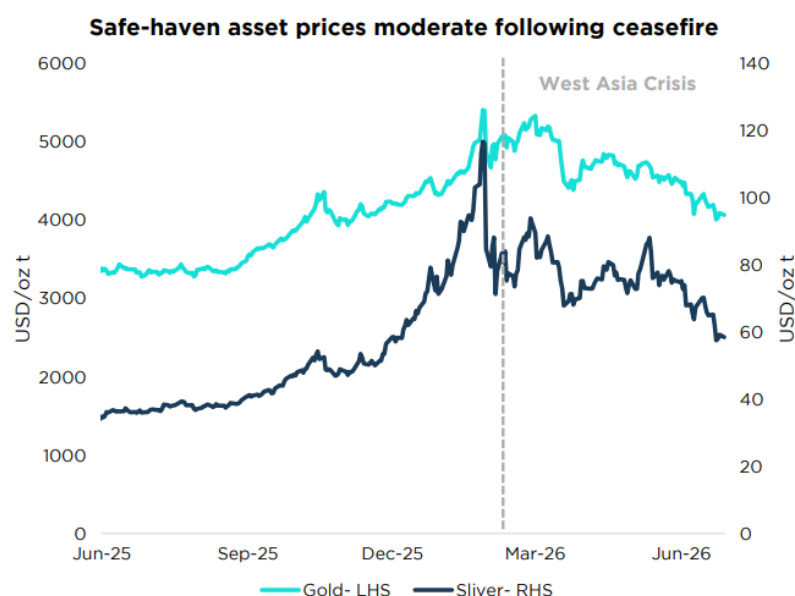
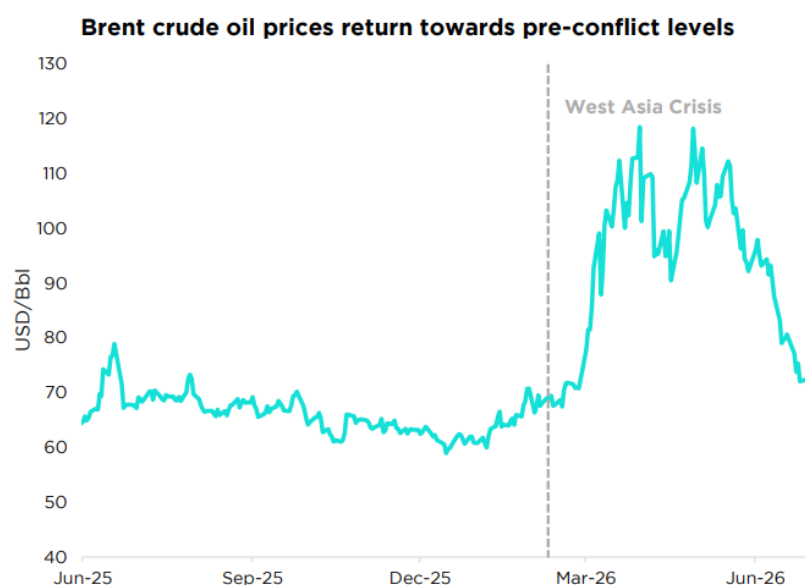
External buffers improved markedly. Mauritius’ gross official international reserves rose to MUR 523.12 billion, or USD 11.01 billion, at the end of June 2026, compared with MUR 471.11 billion, or USD 9.83 billion, at the end of May. Based on imports of goods and services for calendar year 2025, the reserves represented 15.5 months of import cover at the end of June. The rupee, however, continued to depreciate on the exchange rate indices. MERI 1 rose to 136.539 in June from 135.794 in May and 130.244 in June 2025. MERI 2 also increased, reaching 135.237 in June from 134.548 in May and 128.927 a year earlier. Both movements point to continued depreciation of the Mauritian rupee against the currencies of key trading partners. On 26 June, the Bank of Mauritius intervened in the domestic foreign exchange market, selling USD 15.0 million at a rate of MUR 47.25 to the dollar. Secondary market activity weakened in May. Total secondary market transactions amounted to MUR 13.69 billion, compared with MUR 23.15 billion in April. This represented 2.16 per cent of total outstanding debt, including GoM securities and BoM debt, at the end of May. By comparison, secondary market transactions had reached MUR 24.72 billion in January 2026 and MUR 23.15 billion in April 2026. The report also identifies the four banks appointed by the Bank of Mauritius as primary dealers: AfrAsia Bank, Absa Bank Mauritius, SBM Bank Mauritius and The Mauritius Commercial Bank. These institutions are eligible to submit bids at primary auctions of Government and Bank of Mauritius securities. The primary dealer system is intended to develop the secondary market, increase liquidity, improve the Government’s liability management and help establish a domestic yield curve that can be used as a benchmark for corporate bond pricing. Listed debt on the Stock Exchange of Mauritius stood at about MUR 60 billion, equivalent to USD 1.3 billion, across 22 issuers. Of this total, MUR 38 billion, or 63 per cent, was denominated in Mauritian rupees. Foreign currency-denominated listed debt amounted to MUR 22 billion, or 37 per cent, and was issued in currencies including the US dollar, euro, pound sterling and South African rand. The report’s global section points to two external risks. In the Middle East, oil prices increased after an Iranian attack on commercial vessels in the Strait of Hormuz renewed concerns over energy supply security and regional stability. In the UK, CareEdge notes that without future tax increases or spending cuts, rising expenditure on healthcare, social care and pensions could place public debt on an unsustainable path. Fiscal measures equivalent to 3.8 per cent of GDP may be required to stabilise debt levels.

Peace dividend eases markets, but fiscal and inflation risks remain

CareEdge Global's July 2026 Global Economy Update: Eyes on peace finds that easing tensions in West Asia have reduced pressure on oil and safe-haven assets, offering some relief to global markets. But the report also points to a world economy still marked by divergent central bank policies, fragile Chinese demand, climate shocks in Europe, external pressures across APAC, and fiscal consolidation challenges in Africa, including Mauritius.

Unwinding of geopolitical risk premium across oil, safe-haven assets

CareEdge
GLOBAL RATINGS



- Brent crude prices have fallen by around 10%, from their mid-June peaks, reflecting easing concerns over supply disruptions following the peace agreement.
- Similarly, gold and silver prices have declined as safe-haven demand moderated amid easing regional tensions.

Global markets have started to price in a peace dividend, but CareEdge Global warns that the easing of geopolitical risk does not remove the deeper strains facing the world economy.

In its July 2026 Global Economy Update, titled *Eyes on peace*, the ratings agency notes that Brent crude has fallen by around 10 per cent from its mid-June peak, as concerns over supply disruption eased following a peace agreement. Gold and silver prices have also moderated, reflecting weaker safe-haven demand as regional tensions declined.

The report's wider message is more cautious. Lower oil prices may soften inflationary and external pressures, but global growth remains uneven, monetary policy is moving in different directions, and fiscal buffers remain thin in several economies. CareEdge also cautions that the economic gains from large global events such as the FIFA World Cup are often temporary. Most host economies recorded stronger growth in the tournament year, but growth often moderated afterwards, suggesting that the benefits tend to be short-lived.

That caution is reflected in monetary policy. The Bank of England kept

its bank rate at 3.75 per cent, citing higher energy prices and the risk that inflation could persist through wages and business costs. The US Federal Reserve maintained its target range at 3.50-3.75 per cent, with inflation still above its 2 per cent target.

By contrast, the European Central Bank raised its deposit facility rate by 25 basis points to 2.25 per cent, while the Bank of Japan increased its policy rate by 25 basis points to 1 per cent, continuing a gradual normalisation path.

In the US, CareEdge says Kevin Warsh's first Federal Reserve meeting struck a hawkish tone. The FOMC kept rates unchanged but raised its 2026 headline PCE inflation forecast to 3.6 per cent from 2.7 per cent, and lowered its 2026 GDP growth forecast to 2.2 per cent from 2.4 per cent. Markets are pricing in one 25 basis point rate increase in 2026, likely at the September meeting, helping keep the dollar firm despite lower US Treasury yields. Warsh has also announced five task forces covering Fed communications, balance-sheet policy, data collection, productivity and jobs, and the inflation framework.

Across APAC, the manufacturing picture is mixed. Australia, Indonesia

and the Philippines are losing momentum, with PMIs weakened by higher input costs, supply-chain disruption, softer export demand and cautious business sentiment. Malaysia and Korea are showing signs of demand-driven recovery, supported by domestic demand and new orders. India, Thailand, Vietnam and Taiwan remain more resilient, with firms building precautionary inventories to protect supply chains. In June, India recorded the strongest PMI reading among the group at 57.4, followed by Taiwan at 55.2 and Thailand at 53.6, while Indonesia fell to 46.9.

Inflation risks in APAC remain present despite lower oil prices. CareEdge warns that El Niño could place upward pressure on food prices in Indonesia, the Philippines, Thailand, Vietnam and India. Indonesia faces worsening drought risks through 2026, with the impact expected to peak in November-December and persist into early 2027. The Philippines faces high drought risk from January to April 2027, while Thailand and Vietnam could face pressure from March to May 2027. India's 2026 southwest monsoon is forecast at about 90 per cent of the long-term average, potentially the weakest in more than a decade.

Between January and May 2026, inflation moved from 2.9 per cent to 3.1 per cent in Indonesia, from 1.6 per cent to 6.3 per cent in the Philippines, from -0.3 per cent to 2.7 per cent in Thailand, from 3.5 per cent to 5.6 per cent in Vietnam, and from 1.1 per cent to 4.0 per cent in India.

Currency weakness is another concern. Broad-based depreciation has increased external vulnerability across APAC. CareEdge says economies such as Indonesia, Vietnam and Bangladesh may face greater pressure if currency weakness persists, given thinner import cover and declining reserves. Vietnam's import cover was 1.8 months, based on January 2026 data, while Malaysia stood at 3.2 months, Bangladesh at 4.3, Indonesia at 4.9, Thailand at 5.9, the Philippines at 6.0, South Korea at 6.6, India at 7.5 and China at 12.7. Between February and May 2026, foreign exchange reserves declined by 8.2 per cent in Malaysia, 5.8 per cent in South Korea, 4.6 per cent in China, 2.2 per cent in Bangladesh, 1.8 per cent in Thailand, 0.8 per cent in Indonesia and 0.1 per cent in India, while the Philippines recorded a 1.8 per cent increase.

China remains a major weak spot.

FIFA World Cup: Economic benefits are often short-lived

CareEdge
GLOBAL RATINGS



Source: IMF, Haver Analytics, CareEdge Global

Note: WCY denotes the FIFA World Cup hosting year. The years shown on the x axis represent each country's hosting year.

- Most host countries recorded stronger growth in the tournament year compared with the preceding year.
- However, growth often moderated thereafter, suggesting that the economic benefits of hosting the FIFA World Cup tend to be short-lived.

Retail sales fell 0.6 per cent year on year in May, the first decline since December 2022, reflecting weak auto demand and subdued Labour Day holiday spending. Fixed-asset investment fell 4.1 per cent year on year in January-May, worse than the expected 2 per cent decline, led by persistent weakness in property investment. External demand continues to support growth, with exports rising 15.5 per cent year on year during January-May, but CareEdge says domestic demand remains fragile, with no clear floor.

India's external position is stronger. Its current account moved into a surplus of 0.7 per cent of GDP in Q4 FY26, supported by a lower merchandise trade deficit, resilient services trade and transfers, mainly remittances. The capital account deficit narrowed to USD 1 billion from USD 7.7 billion in the previous quarter. Net FDI inflows reached USD 6.6 billion in April, compared with USD 1.6 billion a year earlier. CareEdge says positive developments around West Asia and domestic measures to attract foreign exchange inflows are supportive for India's external position.

In the Americas, the report highlights a more restrictive US monetary setting, Brazil's fiscal vulnerability and Colombia's political constraints. Brazil's SELIC rate remains elevated at 14.25 per cent despite rate cuts by the central bank. CareEdge says Brazil's short debt maturity of around four years and its 48 per cent share of floating-rate debt amplify the fiscal impact of high rates. The IMF projects general government gross debt to rise from 93.3 per cent of GDP in 2025 to 100 per cent by 2027. Low external debt exposure, at 13 per

cent of government debt, and fiscal consolidation efforts, including a targeted return to a primary surplus of 0.25 per cent of GDP in 2026, partly mitigate the risks.

Colombia faces familiar fiscal limits despite a new political mandate. Abelardo de la Espriella's narrow runoff win pushed the presidency to the right, with a manifesto focused on expenditure cuts and stronger security. But CareEdge says the previous government's inability to increase revenues, combined with rigid spending commitments, has left little room for rapid consolidation. Nearly 90 per cent of government expenditure is considered inflexible, including constitutional, legal and financial obligations.

Europe's risks are increasingly climate-related. Southern and Western Europe, including Spain, Portugal, France, Italy, Germany and the UK, are experiencing extreme heatwaves and record-high temperatures. CareEdge notes that Europe is warming faster than the global average, increasing risks to public health, infrastructure and economic activity. The European Environment Agency estimates that extreme weather events caused EUR 208 billion in asset damage across the EU between 2021 and 2024, and warns that losses are likely to keep rising.

The UK faces political transition. Prime Minister Keir Starmer resigned on June 22, less than two years after winning a decisive parliamentary majority in July 2024. CareEdge says the resignation extends the UK's post-Brexit pattern of frequent leadership changes, increasing risks to policy continuity and structural reform. The fiscal framework is expected to

remain intact, but new leadership could recalibrate spending priorities and slow consolidation.

Spain offers a more positive European story. Its growth model is becoming more diversified, with higher value-added services, including ICT, professional and business services, and financial services, playing a larger role alongside tourism. Employment in these sectors increased from 3.1 million in 2019 to 3.8 million in 2025, a rise of more than 20 per cent. CareEdge says this has improved the quality of growth, strengthened productivity and reinforced Spain's outperformance relative to several European peers.

For Mauritius, the focus is fiscal consolidation. Budget 2026-27 estimated the fiscal deficit at 6.0 per cent of GDP for FY26, above the earlier projection of 4.9 per cent because expected Chagos-related inflows did not materialise. Even so, this marks a sharp improvement from 9.3 per cent in FY25. CareEdge says the deficit would have reached 4.7 per cent had the Chagos inflows materialised. The deficit is projected to narrow further to 3.7 per cent in FY27, but the outlook depends on the timely and effective implementation of corrective measures announced after the suspension of the pensions reform means test. Gross general government debt is projected to ease from 88.5 per cent of GDP in FY25 to 87.8 per cent in FY26, and to 79.8 per cent by FY29.

Kenya's fiscal deficit widened slightly to 6.4 per cent of GDP in FY26 from 6.0 per cent in FY25, as recurrent expenditure pressures outweighed modest revenue gains. It is projected

to narrow to 5.5 per cent in FY27, supported by tax base expansion, data-driven tax administration and tighter expenditure control. Debt-to-GDP is projected to decline from 69.8 per cent in FY26 to 59.3 per cent in FY30, although the IMF has cautioned that Kenya's headline fiscal deficit may understate the true fiscal position because some debt-creating operations are excluded from the fiscal balance definition.

Tanzania's consolidation path is expected to be gradual. Revenue is projected to rise by 25 per cent, from TZS 46.7 trillion in FY27 to TZS 58.4 trillion by FY29, supported by tax mobilisation, digitalisation, stronger revenue collection systems and the formalisation of economic activity. Expenditure is expected to rise by 16.9 per cent, from TZS 52.2 trillion to TZS 61.0 trillion, driven by infrastructure, energy, transport, education, health and water spending. Net borrowing is projected to fall from TZS 7.7 trillion, or 2.9 per cent of GDP, in FY27 to TZS 6.0 trillion by FY29.

CareEdge's long-term foreign currency ratings show a broad spread of sovereign risk. Germany, the Netherlands, Singapore and Sweden are rated AAA with stable outlooks. The US is rated AA+ with a negative outlook, while Australia and Canada are AA+ stable. Mauritius is rated BBB with a stable outlook, alongside Italy and Indonesia. Thailand carries an A- rating with a negative outlook, while Colombia is BB+ negative and Botswana BBB negative. South Africa is rated BB with a positive outlook, Greece BB+ positive and Ghana B+ positive. Argentina and Bangladesh are rated CCC+, while Ecuador is rated D.

H.E. FRÉDÉRIC BONTEMS, Ambassador of France to Mauritius

“Our objective is to welcome 10,000 people this year at Telfair”

A corner of Telfair will take on the atmosphere of a French street festival on Sunday July 12, as the French Embassy in Mauritius opens its national day celebrations to the wider public. From 11am to 10pm, families and visitors from across the island will be invited to the Promenade de Telfair for a free programme of music, sport, food, cultural performances and digital activities, conceived to bring the spirit of Bastille Day beyond diplomatic circles and strengthen the ties between France and Mauritius. The embassy is hoping to attract 10,000 people before the evening closes with a drone show and concerts by Annega and Anonym.

The French Embassy in Mauritius is seeking to double attendance at the second edition of its public Bastille Day celebration, transforming the Promenade de Telfair into a large pedestrian festival for families, young people and visitors from across the island.

About 5,000 people attended the inaugural event last year. The embassy has now set a target of 10,000 visitors for this year’s edition, which will run from 11am to 10pm on Sunday July 12. Entry, nearby parking and all scheduled entertainment will be free.

Frédéric Bontems, Ambassador of France to Mauritius, said the intention was to make the celebration as open and accessible as possible. “Our objective is to welcome 10,000 people this year. The whole of Mauritius is invited.”

The event forms part of the embassy’s attempt to take the French national day beyond diplomatic and institutional circles. Rather than reproducing a formal reception, the Telfair programme has been modelled on the popular celebrations traditionally held across France around July 14, with music, dancing, communal dining and public entertainment.

The official diplomatic ceremony will still be held separately at the French residence on July 14. “The idea is to make it a popular celebration, while keeping the diplomatic ceremony separate.”

The embassy described the July 12 programme as an opportunity to share French culture while strengthening friendship and cultural exchanges between France and Mauritius. It is intended to encourage interaction between communities in a relaxed setting, reflecting a relationship shaped by a long-shared history and close human and institutional ties.

TELFAIR AS A NEW HOME FOR THE CELEBRATION

The choice of Telfair carries broader significance for France’s diplomatic presence in Mauritius.

The embassy is preparing to move into new premises in the precinct in the coming weeks. The ambassador said the pedestrian-friendly character of the neighbourhood, with its restaurants, open spaces



Our goal is to create the largest communal table in Mauritius, 72 metres long.

and promenade, made it suitable for establishing a recurring French national day tradition. “We want to create a tradition of French celebrations in Mauritius.”

The avenue running from Telfair’s historic chimney to the open-air amphitheatre will be closed to traffic. Visitors will be able to move freely between performances, food outlets, family areas and cultural activities throughout the day.

The programme will begin at 11am and the main daytime activities will continue until 5.45pm so that

visitors can walk through the site and encounter a succession of performances and activities rather than remain gathered around a single stage.

Street entertainment will include brass bands, circus performers, jugglers, clowns, stilt walkers and flow-art displays. An accordionist will also move through the promenade. Mauritian culture will feature prominently through performances and demonstrations of Segga Tipik, recognised by Unesco as part of the island’s intangible cultural heritage. Latin and urban dance demonstrations will also be



We chose the technological and modern version of fireworks: a drone show.

held.

Professional instructors will invite members of the public to take part in introductory dance sessions, building on an activity that proved popular at last year’s event.

SPORT, BOOKS AND DIGITAL DISCOVERY

Sporting activities will be concentrated near the amphitheatre and in other designated areas along the promenade. Visitors will be able to try rugby, pétanque and Mōlkky, while several temporary pétanque courts will be installed in the atrium.

A family area will offer inflatable castles, games, face painting and caricature artists. Storytelling sessions and activities for younger children will run throughout the day. The Institut français de Maurice will operate an outdoor media library featuring books and comic books. The area will also host readings and children’s storytelling sessions.

Technology will occupy a larger place than at the previous edition. A dedicated digital space will allow children and adults to test virtual-reality headsets, participate in mini-drone races and discover 3D printing.

Mediators will guide visitors through the exhibits, which have been designed to make digital tools accessible to people with different levels of experience.

ARTISANS AND FRENCH COLLECTOR CARS

One of the main additions this year will be a large artisan market near the chimney. Close to 30 exhibitors are expected to offer handmade goods,

clothing, cosmetics, food and other products. The initiative is intended to create a stronger marketplace atmosphere and give greater visibility to local artisans and independent businesses.

An exhibition of French collector cars will be installed in the same area. The display will include vehicles dating from the early 20th century through to more recent classics. Some of the vehicles will move along the promenade at different moments during the day. French marques and models associated with the country’s automotive history, including Citroën vehicles and Solex motorised bicycles, are expected to feature.

A 72-METRE COMMUNAL TABLE

Food will remain central to the festival. Restaurants operating at Telfair will be joined by food trucks and temporary vendors serving French and international dishes. The offering is expected to include paella, roast chicken and other food associated with outdoor gatherings and shared meals.

The organisers will install a 72-metre communal table, which they hope will be the longest of its kind staged in Mauritius.

Last year’s table measured about 40 metres and remained heavily used throughout the event. The embassy initially considered extending this year’s version to 80 metres before settling on 72 metres because of the number of tables available.

Visitors will be able to purchase food on site or bring their own meals before sitting together. *“Our goal is to create the largest communal table in Mauritius, 72 metres long.”* For Frédéric Bontems, the purpose of the table is not simply practical. It is meant to encourage strangers to meet and share the same space.

“The idea is not to have small, separate tables. Everyone comes together and shares the same space. People meet their neighbours, exchange and talk. That is what makes the communal table so convivial”, he added.

Although the tartiflette served last year will not return, the embassy said visitors would have access to a wide range of dishes throughout the day.

FROM CEREMONY TO SPECTACLE

As daylight fades, the promenade will shift from a

family festival to a larger evening gathering centred on the amphitheatre. The Mauritius Police Force Band will open the evening programme at 5.40pm, followed by the French and Mauritian national anthems. Frédéric Bontems is expected to deliver his national day remarks at about 6.45pm.

The visual centrepiece will come shortly afterwards. At 7pm, at least 250 illuminated drones are expected to take to the sky above Telfair for a 15-minute display, although the final number was still being determined at the time of the media briefing.

The embassy chose not to use conventional fireworks because of their environmental impact. *“From an environmental point of view, we did not consider fireworks to be responsible.”* According to the ambassador, the drone display would provide a more contemporary alternative. *“We chose the technological and modern version of fireworks: a drone show.”*

The spectacle will also mark a departure from last year’s edition, which featured a sound-and-light projection on the surrounding buildings.

A MUSICAL FINALE UNDER THE OPEN SKY

Once the drones have cleared the sky, the evening will move fully into concert mode. Annega will perform from 7.15pm to 8.30pm, with the Mauritian singer expected to include songs from her new album alongside some of her better-known tracks.

Anonym will follow from 8.45pm until the event closes at 10pm. The organisers described the band as a high-energy live act well suited to the festive atmosphere planned for the final part of the evening. *“It is rare to be able to see Annega and Anonym together, free of charge and in the open air.”*

The transition is deliberate. The embassy wants the event to remain relaxed and family-oriented during the day before building towards a broader public celebration in the evening.

“The day will be very family-oriented and relaxed, before moving into a larger musical celebration in the evening.” Nearby car parks will remain open and free, and organisers said Telfair has already demonstrated its ability to host gatherings of several thousand people. Brief spells of rain are not expected to disrupt the programme significantly, as visitors will be able to shelter in the covered areas around the promenade before returning outdoors.

MIA: The French Embassy’s Artificial Intelligence Officer

The French Embassy in Mauritius has added an unusual figure to its communications operation: MIA, an entirely virtual officer created using artificial intelligence. According to Frédéric Bontems, Mauritius is the first French embassy in the world to include a fully virtual communications officer in its organisational structure. *“MIA is our communications officer. She is entirely virtual.”* The AI-generated presenter produces material for the embassy’s social-media platforms and was used to introduce a promotional video for the July 12 festival. In the video, MIA presents the event’s communal table, children’s entertainment, sporting activities, collector cars, artisan market, digital space, drone display and evening concerts. Her use forms part of a broader effort by the embassy to demonstrate practical applications of generative AI

while maintaining clear standards of transparency. Material featuring MIA is explicitly labelled as artificially generated. The disclosure used by the embassy is: *“I am MIA, I am an AI.”* The Ambassador said the intention was not to persuade audiences that they were watching a real person. *“We clearly state that it is AI. We are not pretending that it is real.”* He added: *“It is important to be honest when using artificial intelligence and to distinguish AI-generated images from real ones.”* The embassy has also supported the AI for Good initiative, which encourages young people in Mauritius, the Indian Ocean region and elsewhere to produce short films using artificial-intelligence tools. The ambassador argued that AI could offer developing countries a more level technological starting point than the early

internet economy. Access to the internet spread gradually and unevenly, he said, allowing developed economies to establish an early advantage. By contrast, leading generative AI tools such as Claude and ChatGPT can be accessed at roughly the same time from countries including Mauritius, Madagascar, Burkina Faso, India, France and the US. This could create professional, creative and entrepreneurial opportunities for young people regardless of where they live. *“You do not need to live in Stanford or Palo Alto to seize the opportunities created by AI.”* The ambassador said a mobile phone, access to the technology and appropriate guidance could be enough for young people to begin experimenting and producing meaningful work. *“With a mobile phone, guidance and access to the right tools, young people can create remarkable things.”*

Financement de plus de Rs 1,9 million

La Fondation Georges Charles franchit un nouveau cap grâce au soutien de la MCB Forward Foundation

La MCB Forward Foundation (MCBFF), le bras Corporate Social Responsibility (CSR) du Groupe MCB, réaffirme son engagement en faveur d'une société plus inclusive et durable en soutenant financièrement, à hauteur de Rs 1,9 million, la Fondation Georges Charles dans ses initiatives, qui comprennent l'installation d'un système photovoltaïque, ainsi que l'acquisition d'équipements de gym adaptés pour ses bénéficiaires présentant des besoins spécifiques.

L'inauguration officielle de ces installations s'est tenue en présence de la ministre de l'Égalité des genres et du bien-être de la famille et Première ministre adjointe, Arianne Navarre-Marie, ainsi que des représentants de la Fondation Georges Charles et du Groupe MCB.

Le système photovoltaïque de 23,4 kWh financé par la MCBFF permettra à la Fondation Georges Charles de réduire de façon significative ses coûts énergétiques tout en diminuant son empreinte environnementale. Selon les estimations du projet, l'installation devrait couvrir la quasi-totalité des besoins énergétiques actuels du centre, générant une production moyenne de près de 2 500 kWh par mois. Les économies réalisées pourront être réinvesties directement dans les programmes éducatifs, thérapeutiques et de développement personnel destinés aux 90 enfants et jeunes en situation de handicap intellectuel accompagnés par la Fondation.

Plus de 70 bénéficiaires

Aujourd'hui, la Fondation accompagne 72 enfants, adolescents et jeunes adultes âgés de 5 à 38 ans et vivant avec une déficience intellectuelle. Son



Roland Dubois, Président de la Fondation Georges Charles.

action repose sur une approche multidisciplinaire assurée par une équipe composée d'un personnel administratif, d'enseignants spécialisés, d'assistants-enseignants, ainsi que de professionnels du secteur médico-social. Grâce à cet accompagnement global, la MCBFF favorise l'autonomie, l'inclusion sociale et le développement des compétences de ses bénéficiaires.

Pour Vanessa de Speville, Head of Sustainability, Reputation & Engagement du Groupe MCB, « à travers la MCB Forward Foundation, nous restons engagés

dans l'accompagnement et la réalisation de projets à nature sociale. Ce projet nous tient particulièrement à cœur, car il incarne une double portée riche en signification : il est directement lié à notre objectif de contribuer à la transition énergétique et à la protection de notre environnement, tout en soutenant la Fondation Georges Charles dans l'amélioration de la vie quotidienne des enfants et des jeunes qui y sont accueillis. Ce double impact, environnemental et humain, traduit notre conviction qu'un projet réussi ne se limite pas uniquement à une dimension technique ».

Desbro Trading Ltd devient le distributeur exclusif des géants mondiaux DOW et Dr. Fixit



Face à un climat tropical de plus en plus agressif, Desbro Trading Ltd, le leader incontesté de l'importation et de la distribution à Maurice, notamment dans l'agrobusiness, les produits chimiques industriels et les plastiques, se lance dans le secteur de la finition et de l'amélioration de l'habitat en scellant un partenariat stratégique avec deux références internationales, la marque multinationale américaine Dow Chemicals et le géant indien Dr Fixit.

Cette alliance introduit une gamme complète de solutions d'étanchéité structurelle et de scellement de haute technologie, conçues pour prolonger la durée de vie des bâtiments mauriciens et transformer durablement le marché de l'amélioration de l'habitat.

L'arrivée conjointe de l'américain Dow Chemicals et de l'expert indien Dr. Fixit apporte des réponses techniques hautement performantes et spécifiquement adaptées aux contraintes tropicales. Le portefeuille de Dr. Fixit couvre l'intégralité du cycle de vie du bâtiment en proposant des revêtements protecteurs, des composés liquides d'étanchéité pour le béton et des solutions spécialisées pour contrer la corrosion due à l'air salin dans les zones côtières. En complément, les mastics silicone de haute technologie DOW garantissent une stabilité thermique optimale, permettant aux joints et aux vitrages de se dilater et de se contracter sans perdre leur étanchéité malgré l'alternance du soleil et des pluies.

Ford renforce son engagement communautaire avec l'initiative « Ride 4 Ur Community »

Axess, filiale d'ER Group et concessionnaire officiel de la marque Ford à Maurice, réitère son engagement en faveur de la communauté locale à travers son programme solidaire Ride 4 UR Community. Ce concept, déjà déployé aux États-Unis, a été introduit à Maurice en 2022 afin de soutenir des initiatives à fort impact social.

Dans le cadre de la 10e édition du Colin Mayer Tour 2025, dont Ford était le Gold Sponsor, et en collaboration avec ER Foundation et Decathlon, l'initiative a mobilisé le public autour d'un défi solidaire sur des vélos statiques, où chaque tranche de 100 kilomètres parcourus permettait de financer une formation en VTT pour un jeune du village de L'Escalier. Grâce à cette



mobilisation, cinq enfants ont été sélectionnés pour bénéficier d'un encadrement professionnel en VTT.

Le lancement officiel de cette formation, dispensée par la championne mauricienne

Auréli Halbwachs et son équipe, s'est tenu lors d'un événement organisé le jeudi 11 juin à la Savannah International School, réunissant partenaires, encadrants, ainsi que les familles des bénéficiaires.

Ajay Deora reçoit le Visionary Leadership in Events & Ticketing Award

Le CEO de Ticketbox.mu, Ajay Deora, s'est vu décerner le Visionary Leadership in Events & Ticketing Award lors du GLIS Mauritius Visionary Leadership Awards 2026, qui s'est tenu le jeudi 3 juillet à l'Ocean's Creek Beach Hotel, à Balaclava. Cette soirée de gala était organisée par le Global Centre for Innovative Leaders (GCIL) dans le cadre du Global Leaders Innovative Summit (GLIS) 2026. Un sommet qui a réuni des décideurs politiques, des entrepreneurs, des universitaires, des investisseurs, des innovateurs et des chefs d'entreprise issus de plus de quarante pays, tous mobilisés autour d'un objectif commun : explorer de nouvelles voies de création de richesse pour l'Afrique.

Au cours de la soirée de gala, plusieurs distinctions ont été remises afin de récompenser les leaders, entrepreneurs et organisations pour leur contribution au développement économique, à l'innovation et au leadership sur le continent africain.

Caña Sport & Social Club : Cap sur une expérience encore plus complète



Caña Sport & Social Club franchit une nouvelle étape dans son développement à Mon Rocher. Les travaux de construction de six nouveaux courts couverts ont déjà débuté, tout comme ceux de la nouvelle salle de sport, marquant une avancée importante dans l'évolution du centre. Ces nouvelles infrastructures permettront à terme d'améliorer considérablement l'expérience des joueurs. Elles offriront en effet davantage de confort, de flexibilité et de continuité dans la pratique du padel, quelles que soient les conditions météorologiques. Une démarche qui répond à l'intérêt grandissant pour cette discipline à Maurice, tout en accompagnant l'ambition de Caña Padel de devenir une référence locale pour les amateurs, comme pour les joueurs plus réguliers. Au-delà des courts, Caña Padel continue de construire une expérience plus complète, pensée autour du sport, du bien-être, de la convivialité et du partage. Outre les nouveaux terrains, le club propose également un espace de restauration, ainsi qu'une belle programmation sociale, et sera prochainement doté d'une salle de sport, de même que d'un espace dédié aux enfants.

L'Ambassade de France à Maurice célèbre la Fête nationale française à la Promenade de Telfair

À l'occasion du 14 juillet, l'Ambassade de France à Maurice organise une grande journée festive ouverte à tous ce dimanche 12 juillet 2026, de 11h00 à 22h00, à la Promenade de Telfair à Moka. Cet événement vise à célébrer la Fête nationale française tout en renforçant les liens d'amitié et les échanges culturels entre la France et Maurice. La Fête nationale est, pour l'Ambassade de France à Maurice, l'occasion de partager la culture française au-delà des cercles institutionnels. La journée du

12 juillet est conçue comme un moment de convivialité populaire, accessible à toutes et à tous, sans exception. L'accès est entièrement libre et gratuit. Familles, enfants, passionnés de culture, de sport ou de gastronomie y trouveront leur place. L'événement est pensé pour favoriser la rencontre et le dialogue entre communautés, dans une atmosphère détendue et festive. Il témoigne de l'attachement de la France à ses relations avec Maurice, nourries d'une longue histoire commune et d'une amitié vivante.



Caritas île Maurice renforce l'accompagnement des tout-petits à travers la formation des équipes des Centres d'Éveil

Caritas île Maurice a organisé, le mardi 30 juin, une cérémonie de remise d'attestations à une centaine de collaborateurs engagés au sein de ses Centres d'Éveil des tout-petits et de ses crèches. Cet événement vient reconnaître les efforts des puéricultrices, cuisinières, visiteuses et autres membres des équipes de terrain ayant suivi plusieurs formations destinées à renforcer la qualité de l'accompagnement offert aux jeunes enfants et à leurs familles. Les Centres d'Éveil de Caritas accueillent des enfants issus de familles en situation de vulnérabilité à un âge où les premières expériences jouent un rôle déterminant dans leur développement. À travers ce programme, Caritas propose un accompagnement qui va au-delà de la garde d'enfants. Les enfants bénéficient d'un cadre stable, d'une alimentation adaptée et d'activités psychomotrices, de socialisation et d'éveil inspirées de la pédagogie Montessori, tandis que leurs parents sont accompagnés dans leur rôle éducatif. La cérémonie a marqué



l'aboutissement de trois parcours de formation suivis par les équipes. Le premier, consacré à la discipline positive, a porté sur le développement des compétences psychosociales, émotionnelles et relationnelles des

jeunes enfants, ainsi que sur la qualité des pratiques éducatives. Le deuxième, organisé avec l'École Hôtelière Sir Gaëtan Duval, a permis aux cuisinières de renforcer leurs compétences en matière de

préparation des repas servis aux enfants. Le troisième, axé sur le Life Skills Management, a abordé la connaissance de soi, la fixation d'objectifs, la gestion des relations et la résolution des conflits.

Beyond

Le Groupe MCB lance sa nouvelle marque employeur

Et si la qualité du service client commençait bien avant l’interaction avec le client lui-même ? Dans un environnement marqué par l’évolution des attentes des consommateurs, la transformation des métiers et la concurrence accrue pour attirer les talents, les organisations les plus performantes savent aujourd’hui qu’une expérience client remarquable repose avant tout sur des collaborateurs engagés, compétents et épanouis.

C’est dans cet esprit que le Groupe MCB a lancé Beyond, sa nouvelle marque employeur. Inspirée de sa raison d’être – Success Beyond Numbers – cette initiative exprime clairement ce que signifie construire une carrière au sein du Groupe et traduit une conviction forte : la réussite ne se limite pas à la performance financière, mais s’exprime aussi par l’impact créé auprès des clients, des collaborateurs et des communautés.

Fruit de nombreux échanges menés au sein de l’organisation, Beyond a été conçue à partir des expériences et des témoignages des collaborateurs eux-mêmes. Plus qu’un exercice de positionnement, elle reflète une culture profondément ancrée, partagée entre les métiers, les marchés et les générations. Cette promesse s’articule autour de quatre piliers : Pride Powers Progress, Embrace Borderless Growth, Make Purposeful Connections and Ambition with Humanity. Ensemble, ils incarnent une culture fondée sur la fierté du travail accompli, l’apprentissage continu, la collaboration et une performance portée par l’humain.

UN EMPLOYEUR DE RÉFÉRENCE

Le lancement de Beyond s’inscrit dans une dynamique plus large portée par des engagements concrets en matière d’expérience collaborateur, d’égalité



Allan Freed, Group Head of HR du Groupe MCB.

et d’inclusion. Le Groupe MCB a récemment renouvelé sa certification Great Place to Work pour la deuxième année consécutive et maintient sa certification EQUAL-SALARY, ce qui témoigne de son engagement en faveur de pratiques employeurs justes, transparentes et inclusives. Ces distinctions traduisent une conviction forte : la qualité de l’expérience des collaborateurs influence directement celle des clients. Dans un contexte où les attentes évoluent rapidement, la

capacité à attirer, développer et fidéliser les meilleurs talents constitue un facteur clé de différenciation et de performance durable.

HAPPY TALENT, HAPPY CLIENT

Cette vision est au cœur du dernier épisode de MCB Talk, consacré au thème « Happy talent, happy client ». Invité du podcast, Allan Freed, Group Head of HR du Groupe MCB, y défend l’idée selon laquelle un service client fluide, efficace

et humain repose avant tout sur des équipes engagées et soutenues par une culture d’entreprise forte. Selon lui, derrière chaque expérience simple pour le client se cachent des collaborateurs qui innove, collaborent et améliorent continuellement les services proposés.

UNE MARQUE AU SERVICE DE L’AVENIR

Avec Beyond, le Groupe affirme une vision claire de son rôle en tant qu’employeur : offrir un environnement propice à l’évolution, à la contribution et à un impact durable des collaborateurs. Cette marque employeur se déploiera progressivement à travers l’ensemble de l’expérience collaborateur, du recrutement au développement des talents, en passant par les pratiques managériales et la culture d’entreprise. Pour Allan Freed, Head of HR du Groupe MCB, « Beyond est bien plus qu’un outil de recrutement. C’est l’expression de notre culture et de notre ambition de créer un environnement où chacun peut donner le meilleur de lui-même et contribuer à une mission commune centrée sur le client. Le seul intérêt d’être reconnu comme un Great Place to Work est de nous aider à être, avant tout, une excellente banque. Des talents exceptionnels, un leadership fort et une culture saine poursuivent tous le même objectif : offrir une expérience client remarquable ».

Agriterra mobilise ses équipes pour une saison tournée vers la performance

Le début de la saison de coupe est chaque année pour Agriterra une belle occasion de célébrer l’esprit d’équipe, le professionnalisme et le dévouement qui règnent au sein de l’entreprise. C’est d’ailleurs dans la ferveur et la joie qu’a eu lieu la traditionnelle cérémonie interreligieuse visant à bénir l’ensemble des collaborateurs, le 18 juin dernier, à Belle Vue. Cette campagne, qui s’échelonne du 29 juin à début décembre, s’inscrit dans le cadre d’une année stratégique pour l’entreprise. Agriterra poursuit en effet sa transformation vers une production à plus forte valeur ajoutée à travers l’augmentation de sa production de sucres spéciaux. À terme, l’entreprise a pour ambition



de convertir plus de 95 % de la production totale en sucres spéciaux, dans l’objectif de renforcer la compétitivité du sucre mauricien sur les marchés internationaux. Pour soutenir cette ambition, Agriterra poursuit

l’optimisation de ses performances tant au champ qu’à l’usine, avec pour objectif d’améliorer les rendements à l’hectare, d’accroître la richesse en sucre de la canne et d’optimiser la capacité de production industrielle.

Terra contribue à préparer les élèves du Collège Technique St Gabriel à l’emploi

Terra, à travers la Terra Foundation, a une nouvelle fois renouvelé son soutien au Collège Technique St Gabriel, un établissement qui a pour ambition de former ses élèves bien au-delà des compétences techniques, en les préparant de manière globale aux défis de demain. Ainsi, le groupe a mis ses équipes à la disposition du collège dans le cadre d’une activité dédiée à l’insertion professionnelle. Cette démarche s’inscrit dans l’engagement du groupe en faveur de l’éducation et de l’employabilité des jeunes. Pour l’occasion, les élèves ont pu échanger avec trois responsables

des ressources humaines de Terra, notamment Athina Audibert, de Grays, Sandesh Mohabir, d’Agriterra, et Henesh Aucharaz, de Rehm Grinaker. Au total, 24 élèves en deuxième année ont participé à l’exercice, dont 15 en CAP Maintenance des Véhicules Automobiles et 9 en CAP Cuisine et Pâtisserie. Ils étaient accompagnés de Karrine Gervais-Sane, enseignante de français et de PSE (Prévention, Santé et Environnement), qui a organisé l’activité, de leurs formateurs David Etienne et Myrna Mohun, ainsi que d’une surveillante, Estelle Toi-Brasse.



En Route Vers l'International

L'AMM lance officiellement l'accompagnement de la première cohorte

L'Association of Mauritian Manufacturers (AMM), a officiellement lancé, le 24 juin, l'accompagnement opérationnel des entreprises de la première cohorte du programme En Route Vers l'International, lors d'une session organisée à l'Innovation Lab d'EY Parthenon à Ebène. Ce programme d'accompagnement stratégique, destiné à soutenir l'internationalisation des entreprises mauriciennes sur les marchés régionaux et internationaux, est réalisé en partenariat avec la MCB Group, EY-Parthenon et le groupe IBL Ltd, ainsi qu'avec le soutien du gouvernement.

Cette rencontre marque le démarrage opérationnel du programme En Route Vers l'International (ERVI). Elle a permis de présenter aux entreprises sélectionnées les équipes, les objectifs, la méthodologie et la feuille de route qui guideront les 18 mois d'accompagnement. Au-delà de l'export, le programme ambitionne de renforcer les capacités internes des entreprises et de structurer leur croissance à l'échelle régionale. Les entreprises participantes sont : Oxenham, T&T International Foods Ltd, PIM, Précigraph, Innodis, Meaders Feed, Inicia, Resiglas, Grays Inc. Ltd et Fast Foods Ltd.

Pensé comme un levier structurant de développement économique, ERVI s'inscrit dans une logique de partenariat public-privé visant à accompagner la transformation des entreprises mauriciennes et à renforcer leur présence au sein des chaînes de valeur régionales et africaines. Dans un contexte où la croissance passe de plus en plus par l'ouverture à de nouveaux marchés, le programme entend donner aux entreprises les outils nécessaires pour structurer leur stratégie de développement à l'international.



L'Afrique, en particulier, représente un marché riche en opportunités pour les entreprises mauriciennes. Grâce à sa proximité géographique, aux liens économiques existants et à son potentiel de croissance, le continent constitue un espace naturel d'expansion pour les entreprises capables de se structurer et d'adopter une vision de long terme. « Cette rencontre avec les participants et consultants des équipes de EY Parthenon marque le lancement opérationnel du programme ERVI. Après plus d'une année de réflexion, de préparation et de travail autour de la structuration du

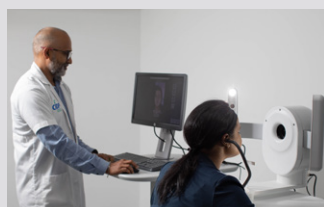
projet, nous sommes aujourd'hui en mesure de démarrer concrètement cette initiative destinée à accompagner une dizaine d'entreprises mauriciennes dans leur développement à l'international », a expliqué Samuel Maujean, Deputy Chief Operations Officer de l'AMM.

« Le programme s'étendra sur une période de 18 mois et se déroulera en deux phases complémentaires. La première consistera en une analyse approfondie de chaque entreprise participante à travers des diagnostics, des échanges avec les équipes dirigeantes et une évaluation de leur

niveau de préparation à l'international. Ce travail permettra d'aboutir à une stratégie claire et une feuille de route personnalisée, adaptée aux ambitions et aux réalités de chaque entreprise. La seconde phase sera consacrée à la mise en œuvre de cette stratégie pour accompagner les entreprises dans le passage de la réflexion à l'action, en leur donnant les outils, les méthodes et l'accompagnement nécessaires pour concrétiser leurs ambitions internationales, ainsi que des formations relatives à l'internationalisation des entreprises. »

La sécurité, priorité absolue de la recherche clinique au CIDP

Après avoir abordé le rôle de la formation continue pour garantir la qualité des études cliniques, le Centre International de Développement Pharmaceutique (CIDP) met aujourd'hui l'accent sur d'autres piliers fondamentaux de la recherche clinique : la sécurité des participants, la préparation rigoureuse des études et l'intégrité des données. Si les avancées médicales reposent sur l'innovation scientifique, elles nécessitent également un cadre méthodologique et réglementaire rigoureux garantissant à la fois le bien-être des volontaires et la fiabilité des résultats obtenus. C'est pourquoi, au CIDP, chaque étude clinique est minutieusement planifiée avant même le recrutement des premiers volontaires. Cette phase préparatoire mobilise une équipe multidisciplinaire chargée de s'assurer que l'ensemble des exigences scientifiques, opérationnelles, cliniques et réglementaires sont pleinement



respectées. Les étapes de préparation comprennent notamment l'analyse approfondie du protocole, l'évaluation des risques, la préparation des infrastructures et la formation spécifique des équipes. Autant d'étapes indispensables pour assurer le bon déroulement de la recherche. « Au CIDP, la protection des participants et l'intégrité des données constituent nos priorités absolues. Une préparation rigoureuse nous permet d'anticiper les défis, de limiter les risques et de réunir toutes les conditions nécessaires, à la fois à la sécurité des volontaires et à l'excellence scientifique », explique Anissah Appadu, Head of Projects/ Regulatory Affairs Manager au CIDP.

KONPLIS: Une comédie mauricienne signée Pulsar Studio et La Comédie Mauricienne Ltd à l'IFM

L'Institut français de Maurice accueille, le vendredi 24 juillet, à 18h30, KONPLIS, une comédie signée Pulsar Studio – La Comédie Mauricienne. Sur scène, une bande d'amis magouilleurs et beaux parleurs tente de convaincre un investisseur français de financer leur projet en déployant un plan

aussi élaboré qu'infailible, ou presque. Car évidemment, rien ne se passera comme prévu. Avec KONPLIS, Pulsar Studio signe une comédie de situation qui joue habilement sur les ressorts de la débrouillardise, du charme et des malentendus. Le texte tire sa force d'une langue et d'un univers profondément ancrés

dans le quotidien mauricien, avec ce sens de la répartie et cette complicité entre personnages qui font le sel du théâtre populaire. La distribution réunit Vincent Bernard, Raj Gokhool, Sabrina Babet et Adrien Beaugendre, pour une soirée placée sous le signe de l'humour et de la complicité.

Cim Finance promeut le bien-être en réunissant collaborateurs et grand public pour une matinée de yoga et de musique au Tribeca Mall

Dans le cadre de son engagement en faveur du bien-être, et dans le prolongement de l'International Yoga Day célébré en juin, Cim Finance a réuni, le samedi 4 juillet, au Tribeca Mall, collaborateurs et grand public autour d'une matinée placée sous le signe de la pleine conscience, de l'équilibre et de la reconnexion à soi. Baptisée « Reset & Recharge Through Hatha Yoga & Music », cette initiative a rassemblé une cinquantaine

de participants autour d'un moment de ressourcement et de découverte, invitant chacun à retrouver un espace de calme et d'apaisement au cœur du rythme, parfois effréné, du quotidien. Animée par Anya Benoit, spécialiste du yoga, la séance a proposé une initiation au Hatha yoga, une discipline accessible à tous, alliant postures, respiration consciente et techniques de relaxation. Reconnue pour ses nombreux bienfaits, cette

pratique aide à améliorer la souplesse, renforcer le corps, réduire le stress et favoriser la concentration. La matinée s'est poursuivie avec une méditation guidée par Ingrid Leste, portée par les vibrations profondes du didgeridoo. Le mariage du yoga, de la respiration et de ces sonorités singulières a offert aux participants un moment sensoriel fort, propice au lâcher prise et à la reconnexion avec soi-même.

b i z w e e k . m u

BIZWEEK

E c o n o m y | B u s i n e s s | F i n a n c e



Founder and Editor-in-Chief : Rama Krishna (Rudy) Veeramundar

Editorial Team : Herrsha Bhoyroo, Shareenah Kalla and Klyven T. Veeramundar

Contact us: Newsroom: bizweekmu@gmail.com

Address: 5th Floor. ICONEBENE -Zendõ, Rue de L'institut, Ebène 72201, Mauritius

Mobile / WhatsApp: 52 53 45 75